



Bulletin WRM 255

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales
Mars / April 2021

Les “solutions fondées sur la nature” : dissimuler un immense accaparement des terres



Photo: Flickr/mariusz kluzniak

Notre Opinion: La « nature » n'est PAS une « solution ».....	2
Les ONG de conservation font don aux pollueurs d'un énorme accaparement de terres appelé « solutions fondées sur la nature ».....	4
Analyser le discours du capitalisme « vert » : La signification de la nature dans « fondés sur la nature ».....	9
Lorsque plusieurs formes d'oppression s'accroissent chez les mêmes personnes.....	15
Les grandes entreprises alimentaires et agro-industrielles propagent une escroquerie meurtrière.....	18
L'enthousiasme des entreprises pour la protection des forêts et la plantation d'arbres est motivé par leur détermination à protéger les profits de l'extraction des combustibles fossiles.....	23
« Solutions Fondées sur la Nature » et le Contrôle Territorial des Entreprises: un consensus forgé.....	29
Les impacts des exclusions fondées sur la nature sur les corps-territoires des femmes.....	33
L'attaque des « cadets de l'espace ». Colonies extraplanétaires, répression raciste et « solutions fondées sur la nature ».....	38

RECOMMANDATIONS

« Attaques contre les communautés forestières en Indonésie et récits de résistance » Une compilation d'articles du Bulletin.....	44
Les banques de développement européennes sont scandaleusement indifférentes à la violence et aux meurtres dans les plantations industrielles de palmiers à huile en RDC qu'elles financent depuis des années.....	44
Rivières toxiques : la lutte contre l'accaparement de l'eau par les plantations de palmiers à huile.....	44

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes: chercheur / consultant sur les peuples des forêts et la conservation; chercheur au Groupe de recherche sur le travail, le territoire et la politique en Amazonie, Brésil; Acción Ecológica, Équateur; GRAIN; chercheur à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro, Brésil; Organisation féministe Semperviva (Semperviva Organização Feminista - SOF), Brésil; The CornerHouse, Royaume-Uni; et membres du secrétariat international du WRM.

Les “solutions fondées sur la nature” : dissimuler un immense accaparement des terres

Notre Opinion

La « nature » n'est PAS une « solution »



Photo: Flickr/mariusz kluzniak

Nous avons assisté à l'introduction de concepts qui causent des dommages dans les territoires et justifient la poursuite de la destruction des forêts et de la violence de l'extraction de toutes les ressources, des minéraux jusqu'au bois. Les programmes de certification, la compensation des émissions de carbone, les promesses d'une chaîne d'approvisionnement « zéro déforestation nette », les promesses du [net zéro et de la neutralité carbone](#) ne sont que quelques exemples de cette catégorie. La dernière idée dangereuse porte le nom de « solutions fondées sur la nature » ou « solutions climatiques naturelles ». Elle crée l'illusion que la « nature » est une « solution » aux destructions menées par les entreprises. Et plus nous entendons de mots qui associent ces idées entre elles – comme « nature » et « solution » – et plus nous reprenons et utilisons ces termes, plus il est probable que cette association va apparaître comme du « bon sens ».

Les ~~solutions~~ spoliations fondées sur la nature prônées par les entreprises regroupent une grande partie de ce contre quoi les communautés luttent depuis des décennies : plantations industrielles d'arbres, aires protégées, projets REDD, crédits carbone et compensations de la biodiversité, plantations destinées aux biocarburants, etc. Ces « solutions » ont également en commun le fait de permettre la poursuite d'un autre ensemble d'activités qui se sont aussi heurtées à des résistances dans les territoires : mines, extraction de pétrole et de gaz, infrastructures à grande échelle, agro-industries, etc.

L'idée que la « nature » est une « solution » pousse encore plus loin ces destructions et spoliations. Presque tous les mois, un nouveau grand pollueur annonce son intention de rendre ses activités « neutres en carbone », principalement en investissant dans les solutions dites « fondées sur la nature ».

Ce bulletin rassemble des réflexions sur les motivations de ces dangereuses spoliations prônées par les grandes entreprises.

Un article de ce bulletin montre que, malgré l'enthousiasme des industries polluantes à utiliser ces « solutions spoliations fondées sur la nature » à des fins de greenwashing et de recherche de profit, le concept a en fait été développé par de grandes ONG de conservation pour en faire un mécanisme de financement des aires protégées. Reposant sur l'[idée coloniale et raciste](#) que la « nature » se porte mieux sans les gens, le [plan de l'industrie de la conservation](#) visant à transformer la « nature » en une « solution » pour les entreprises, consiste entre autres à augmenter la superficie des terres qu'elle contrôle.

Un autre article réfléchit à la signification de la « nature » dans ce discours, qui se fonde sur la relation destructrice de la culture occidentale avec la « nature ». L'article montre comment l'idée romantique de la « nature intacte » s'accompagne d'un discours joyeux sur de nouvelles « solutions ». Une idée qui peut être maintenue tant que restent cachées la perte réelle et la destruction de la « nature » et des moyens de subsistance qui suivent son instrumentalisation en tant que ressource exploitable.

Un autre article appelle à une réflexion sur le concept d'« intersectionnalité ». L'auteur souligne l'importance de comprendre comment divers niveaux d'oppression peuvent fusionner ou se recouper pour un même sujet, par exemple pour une femme immigrée autochtone et sans terre. Des dispositifs tels que les « solutions fondées sur la nature », qui instrumentalisent la « nature » en elle-même, conclut l'auteur, exigent de faire de la « nature » une autre « intersection » essentielle de diverses oppressions.

Le concept de « solutions fondées sur la nature » pourrait être à l'origine d'un dangereux « imaginaire collectif » pervers sur ce que la « nature » *devrait* faire pour les humains. Lorsqu'on comprend les intérêts en jeu et ses partisans, il devient clair que le concept est une menace dangereuse pour les forêts et les populations forestières. Il ne peut y avoir de discussion sur les « solutions » à la crise climatique tant que les véritables facteurs de cette crise ne sont pas nommés et leur destruction arrêtée.

Trois articles de ce bulletin mettent en lumière comment trois industries polluantes sont à l'avant-garde de la promotion de ce qu'il serait peut-être plus approprié d'appeler les « spoliations fondées sur la nature » : l'industrie minière, l'industrie pétrolière et les agro-industries. Chacun de ces articles demande : À qui s'adressent ces « solutions » ? Que résolvent-elles réellement ? Qui en profite ? Et qui est du côté des perdants ?

Un autre article du bulletin partage certaines expériences de femmes au Brésil qui ont subi l'impact de « l'économie verte » – comme point de départ pour une réflexion sur ce que l'on appelle aujourd'hui les « solutions fondées sur la nature ». L'article met en garde, entre autres, contre le « purplewashing » entretenu par les grandes ONG de conservation : un agenda sur le genre qui semble mettre les femmes au centre de ces projets, mais qui promeut des modèles de relations avec la nature qui sont finalement patriarcaux et excluants.

Un autre article de ce bulletin souligne que la crise écologique ne signifie pas la même chose pour tout le monde. Pour les hommes les plus riches de la planète, en tant que capitalistes, la crise écologique n'a de sens qu'à travers son effet sur leurs investissements. Donc, la « solution » à cet effet (pas à la crise, bien sûr) doit être trouvée quelque part, d'une manière ou d'une autre... L'auteur nous fait découvrir les hypothèses de quelques « cadets de l'espace » de la « verte » période où nous vivons en explorant des questions telles que : où les riches peuvent-ils investir leur argent sur une planète de plus en plus affaiblie et

impossible à assurer, envahie d'actions juridiques environnementales potentiellement paralysantes, de communautés touchées ingérables, de consommateurs verts réticents et d'une réglementation du carbone gênante, pour que les profits puissent continuer à s'accumuler entre leurs mains ?

Il est impératif de comprendre et de nommer le concept de « *solutions spoliations* fondées sur la nature » pour ce qu'il est : une nouvelle bouée de sauvetage pour l'économie capitaliste destructrice. Cette destruction peut désormais non seulement anéantir les moyens de subsistance, les territoires, les forêts, les cours d'eau, les bassins, les prairies et bien d'autres espaces de vie sur la Terre, mais aussi enfermer dans de nouvelles enclosures les territoires des peuples forestiers au nom de la « conservation » et les terres fertiles des paysans pour céder la place à des plantations industrielles au nom de la « sauvegarde du climat ».

Les « *solutions spoliations* fondées sur la nature » constituent une menace dangereuse pour les territoires, les populations forestières et le climat.

Les ONG de conservation font don aux pollueurs d'un énorme accaparement de terres appelé « solutions fondées sur la nature »



Illustration: Conservation magazine/Michael Gibbs

Le concept de « solutions fondées sur la nature » (SFN) (souvent appelées également « solutions climatiques naturelles », SCN) a été adopté avec enthousiasme par les industries polluantes pour verdir l'image des émissions liées au changement climatique, et par les gouvernements pour éviter les décisions politiques impopulaires nécessaires pour réduire rapidement la consommation de combustibles fossiles. Si l'on permettait à ces diversions fondées sur la nature de constituer un volet important d'une quelconque stratégie climatique mondiale, les conséquences pourraient être catastrophiques. Mais l'idée a été développée et promue à l'origine par des institutions qui prétendent agir au nom de la planète – de grands groupes internationaux de conservation, à la poursuite de leurs propres intérêts privés.

À l'origine, un plan pour tirer profit des aires protégées

Les termes « solutions fondées sur la nature » et « solutions climatiques naturelles » sont apparus pour la première fois en décembre 2009. Dans un document d'orientation destiné aux négociations de l'ONU sur le climat à Copenhague (COP15), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a déclaré qu'elle « *[prônait] face au changement climatique des solutions fondées sur la nature en tant que partie intégrante de plans et de stratégies d'adaptation et d'atténuation plus globales. REDD-plus est une option d'atténuation qui peut être mise en place rapidement...* » (1). Simultanément, l'UICN a publié un livre intitulé « Natural Solutions: protected areas helping people cope with climate change » (« Solutions naturelles - Aires protégées : aider les populations à faire face au changement climatique »). (2) Celui-ci affirmait (de manière malhonnête) que « *les aires protégées jouent un rôle majeur dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère* ». (3) Le livre constatait comment les aires protégées au Canada avaient séquestré quatre milliards de tonnes de dioxyde de carbone dont la valeur est « *estimé entre 39 et 87 milliards de dollars en crédits carbone* ». L'UICN s'autoproclame « l'autorité mondiale sur l'état du monde naturel et les mesures nécessaires pour le sauvegarder » et elle compte parmi ses membres 91 gouvernements et près de 1 200 ONG.

Ce tout premier rapport sur les « solutions basées sur la nature » résulte d'un programme (« PACT 2020 ») (4) lancé lors du Congrès mondial de la nature organisé par l'UICN en octobre 2008, qui visait à :

« Veiller à ce que les aires protégées et les systèmes d'aires protégées soient reconnus comme une contribution importante aux stratégies d'adaptation/d'atténuation du changement climatique pour la biodiversité et les moyens de subsistance humains. »

Le concept de SFN a été développé par le secteur de la conservation et a été conçu comme un mécanisme permettant d'augmenter le financement disponible pour les aires protégées, avec le soutien des marchés du carbone et des investissements du secteur privé. Malgré les problèmes mondiaux, connus de longue date et non résolus, de conflit avec les communautés déplacées, le secteur de la conservation a cherché à augmenter progressivement la superficie des terres qu'il contrôle exclusivement, aux dépens des populations rurales.

Dès le départ, les arbres et les forêts ont occupé une place centrale. Selon des estimations plus récentes (et très exagérées) (voir ci-dessous), 75 % du potentiel d'atténuation climatique revendiqué par les SFN concerne les plantations et la gestion des forêts. (5) Ce concept, qui consiste en grande partie à changer le nom de REDD+, permet la poursuite des activités polluantes en les compensant par des plantations ou la séquestration du carbone forestier.

À la suite de l'adoption, en décembre 2015, de l'Accord de Paris sur le climat, les groupes internationaux de conservation ont commencé à intensifier leurs pressions en soutien aux soi-disant « solutions basées sur la nature », aussi appelées « solutions climatiques naturelles ». Début 2016, l'ONG américaine The Nature Conservancy (TNC, l'entreprise de conservation la plus riche du monde) a lancé une campagne décrivant les « solutions climatiques naturelles » comme « la solution oubliée », soulignant que le potentiel d'atténuation du climat revendiqué à ce niveau devrait attirer un niveau d'attention (c'est-à-dire de financement) proportionnel. (6) En septembre 2016, l'UICN a adopté une définition

des SFN lors du Congrès mondial de la nature (7) et, à la fin de l'année, avait publié un « manifeste en faveur des SFN ». (8)

Dès le départ, les conservationnistes se considèrent eux-mêmes comme des courtiers et des fournisseurs essentiels de « solutions basées sur la nature », et y voyaient un mécanisme permettant de générer des crédits carbone pour les industries polluantes, mobilisant ainsi l'argent des entreprises. (9) Le responsable du travail de The Nature Conservancy sur les SFN, Justin Adams, a déclaré en 2015 :

« Nous devons trouver de nouvelles façons de faire participer les acteurs du secteur privé. [...] The Nature Conservancy a des relations, il a des actifs fonciers, il a des programmes de terrain dans le monde entier. Si nous pouvons tirer parti de tout cela, alors The Nature Conservancy peut jouer un rôle très, très important pour relever le défi climatique. » (10)

Créer un fondement pseudo-scientifique

La publication, en octobre 2017, de l'article « Natural Climate Solutions » a donné une impulsion importante à cette idée. (11) L'auteur principal, Bronson Griscom et plus d'un tiers des 32 auteurs de l'article travaillaient pour The Nature Conservancy (TNC). L'affirmation centrale et mensongère de cet article – selon laquelle les « solutions climatiques naturelles » « peuvent fournir 37 % de la réduction de CO₂ rentable nécessaire jusqu'en 2030 pour avoir une chance supérieure à 66 % de maintenir le réchauffement en dessous de 2 °C » – a été citée à de nombreuses reprises, y compris aux plus hauts niveaux politiques, gagnant en crédibilité grâce à sa répétition. Apparaissant sous diverses formes (« 37 % », « un tiers », « plus d'un tiers », etc.), cette affirmation provient à l'origine de l'article de TNC et s'accompagne souvent d'une demande visant à ce qu'un tiers du financement climatique aille aux programmes de SFN (c'est-à-dire aux groupes conservationnistes).

Des organisations telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'UICN ont répété ces affirmations comme s'il s'agissait d'objectifs politiques réels et réalisables. Cependant, l'article consiste en fait en des calculs entièrement hypothétiques de l'absorption *potentielle* de carbone par les écosystèmes « naturels », qui sont basés sur un vaste éventail d'hypothèses hautement invraisemblables, voire carrément impossibles, dissimulées dans la longue annexe technique de l'article. Par exemple, environ la moitié du potentiel d'atténuation revendiqué provient du boisement ou du reboisement. Il s'avère que la superficie de terres nécessaire à cette fin représenterait près de 800 millions d'hectares, soit à peu près la taille de l'Australie, dont la majeure partie – comme le laisse entendre l'article – se trouverait de toute évidence en Amérique latine. Les défis et problèmes politiques, économiques, sociaux, écologiques et logistiques qui seraient liés à un tel changement d'utilisation des terres à l'échelle du continent sont entièrement ignorés. L'article fait l'hypothèse que la plupart des boisements devraient d'abord être effectués par des entreprises privées pour les cultures commerciales, c'est-à-dire les plantations industrielles en monoculture.

L'article suppose de la même manière que toute déforestation peut être stoppée à l'échelle mondiale et que toute la production de bois deviendrait durable presque instantanément, ce qui représenterait un autre quart du potentiel d'atténuation revendiqué. Aussi souhaitables que soient ces résultats, des décennies d'expérience montrent que ce n'est tout simplement pas réalisable. De même, l'article affirme qu'une grande partie de la production de bois devrait passer à des plantations qui, d'une manière ou d'une autre, stockeraient

simultanément plus de carbone. Enfin, une grande partie des 25 % restants du potentiel de réduction proviendrait de changements mondiaux dans les pratiques agricoles, ignorant encore une fois les énormes difficultés que cela entraînerait.

Les soi-disant « solutions fondées sur la nature » ne sont en grande partie ni des « solutions », ni « naturelles ».

Les SFN sur le devant de la scène en 2021 ?

Des efforts sont clairement déployés pour que les SFN soient au cœur des prochaines négociations de l'ONU sur le climat, la COP-26 de l'ONU organisée par le Royaume-Uni, désormais prévue pour novembre 2021. Le gouvernement britannique a déclaré qu'il s'agissait de l'un de ses cinq domaines prioritaires pour les négociations. (12) L'important comité permanent des finances de la CCNUCC consacrerait entièrement sa réunion annuelle 2021 du « Forum » aux SFN. (13) Le Comité ne semble pas gêné de discuter en détail d'un concept qui n'est absolument pas défini au sein du système des Nations Unies et qui n'est défini que très vaguement par ailleurs. Le Comité a reçu des contributions de soutien enthousiastes de la part du secteur de la conservation ainsi que de nombreux gouvernements, dont ceux de la France et de l'Allemagne.

Les SFN ont récemment été présentées comme une solution unificatrice aux problèmes de changement climatique et de perte de biodiversité, et un effort parallèle a été entrepris pour les faire entrer dans la Convention sur la diversité biologique (CBD). Le terme est utilisé dans un projet de nouveau plan appelé « Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 », qui définira les objectifs de la CBD pour la prochaine décennie et devrait être adopté par la CBD en octobre 2021.

Compte tenu des origines des SFN, certains craignent qu'elles puissent financer un plan de l'UICN et d'autres grands groupes de conservation (c'est-à-dire des entreprises), comme le WWF, pour porter la couverture des aires protégées à 30 % de la planète d'ici 2030. Cette « cible », qui est également un objectif clé pour le secteur de la conservation dans le cadre de la CBD et des négociations des Nations Unies sur le climat, représenterait potentiellement un vaste accaparement de terres autochtones et communautaires.

Pendant ce temps, en 2020, les groupes conservacionnistes commencent à remporter les jackpots de financement d'entreprises qu'ils recherchaient depuis longtemps. TNC, le WWF, Environmental Defence Fund (EDF) et d'autres groupes en faveur de crédits carbone liés aux SFN ont chacun reçu un financement de 100 millions de dollars américains du fondateur d'Amazon, Jeff Bezos. (14)

Les habits SFN de l'empereur...

Bien sûr, les SFN n'ont permis d'obtenir que peu ou pas de résultats au cours des quatre années qui se sont écoulées depuis la publication du document Griscom/TNC. Le monde réel, lui, a connu les pires incendies de forêt de tous les temps dans de nombreuses régions, d'immenses nouvelles zones de tourbières denses en carbone ont été octroyées à l'exploration pétrolière en Afrique et des puits naturels existants, tels que la forêt amazonienne, sont devenus des sources de carbone. Bien que ses affirmations farfelues soient désormais totalement irréalisables, The Nature Conservancy n'a publié aucune

réévaluation ou rétractation de son article très influent de 2017, qui continue d'induire en erreur les décideurs politiques et le public. (15)

Les SFN représentent un grave danger en perpétuant le changement climatique, une chimère de greenwashing qui a été déchaînée et nourrie par des groupes conservacionnistes préoccupés par leurs propres intérêts. Ils devraient être inlassablement remis en cause pour les dommages qu'ils ont causés aux efforts de protection de la planète.

Simon Counsell,
Mars 2021

- (1) UICN, 2009a. No time to lose – make full use of nature-based solutions in the post-2012 climate change regime. <https://bit.ly/3kleGmc>
- (2) UICN, 2009b. Natural Solutions: protected areas helping people cope with climate change. IUCN-WCPA. <https://bit.ly/34Cb9PY>
- (3) IUCN, 2009b. *ibid*
- (4) Selon l'UICN, 2009b, « *Le programme PACT 2020 fait intervenir un partenariat dirigé par la Commission mondiale de l'UICN sur les aires protégées, en collaboration avec le Secrétariat de l'UICN, des membres de l'UICN et des organisations internationales, dont The Nature Conservancy, WWF International, la Wildlife Conservation Society, Conservation International, la Wild Foundation, Fauna and Flora International, l'Alliance pour le climat, la communauté et la biodiversité, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE.* »
- (5) Lang and Counsell, 2019. Offsetting fossil fuel emissions with tree planting and 'natural climate solutions': science, magical thinking, or pure PR? <http://bit.ly/2XLRJFU>
- (6) TNC, 2016. The Forgotten Climate Solution, site web de TNC. 17 février 2016. <https://bit.ly/2OuwjdT>
- (7) UICN, 2016a. Résolution de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, 2016. WCC-2016-Res-069-FR, Définition de solutions fondées sur la nature. https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/resrecfiles/WCC_2016_RES_069_FR.pdf
- (8) UICN, 2016b. Les solutions fondées sur la nature pour lutter contre les changements climatiques. Comité français de l'UICN. <https://uicn.fr/solutions-fondees-sur-la-nature-pour-lutter-contre-les-changements-climatiques/>
- (9) TNC, 2016, *ibid*.
- (10) TNC, 2016, *ibid*.
- (11) Griscom et al. 2017. Natural Climate Solutions, PNAS. <https://www.pnas.org/content/114/44/11645>
- (12) CCNUCC, 2020a. CCNUCC (2020). COP Presidencies Speak at Launch of Race to Zero Campaign. 5 juin 2020.
- (13) CCNUCC, 2020b. <https://bit.ly/3lqRnhd>
- (14) Ecosystem Marketplace, 2020. Natural Climate Solutions Win Big in First Bezos Grants, <https://bit.ly/3tEgxfT>
- (15) Elgin, B. These Trees Are Not What They Seem, Bloomberg Green, <https://bloom.bg/2W083R2>

Analyser le discours du capitalisme « vert » : La signification de la nature dans « fondés sur la nature »



Photo tirée de la couverture du livre « Nature Capital », qui illustre la vision dichotomique qui accompagne la financiarisation de la nature : des terres entièrement réparties entre une agro-industrie high-tech et un paysage « vierge » inhabité.

Le discours et le développement

Le pouvoir du discours réside dans sa capacité à établir des « régimes de vérité ». Lorsque les philosophes, sociologues ou linguistes utilisent le terme *discours*, ils se réfèrent généralement à un ensemble de pratiques sociales et linguistiques qui légitiment certains types de connaissances, consolident certaines notions, définitions de problèmes, visions du monde, etc. de façon à ce qu'elles soient acceptées par la société comme si elles allaient de soi. Les dichotomies – des paires de termes opposés et mutuellement exclusifs – comme, par exemple, « sain d'esprit » et « insensé », « normal » et « anormal », « développé » et « sous-développé » jouent un rôle central dans l'établissement de ces régimes de vérité. Le régime de vérité sert à déterminer ce qui peut légitimement être dit et par qui. En établissant un tel régime, un discours institue et solidifie certaines relations de pouvoir. L'analyse du discours, telle qu'introduite par le philosophe français Michel Foucault à la fin des années 1960 (1), cherche à révéler le lien entre vérité et pouvoir d'un discours particulier afin de le démanteler, de déconstruire les concepts qui ont été construits et naturalisés à travers lui.

En appliquant cette approche, le penseur colombien Arturo Escobar (2) a dénoncé les relations de pouvoir dans le discours du « développement » mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale, entre les pays industrialisés et ce qui était défini comme le « tiers-monde ». En faisant de la notion de « richesse » quelque chose qui pouvait être quantifié et mesuré en termes de revenu par habitant ou de produit national brut, les peuples dont l'économie n'était pas principalement basée sur l'argent – comme les moyens de subsistance traditionnels et les communautés de subsistance – étaient désormais perçus comme « pauvres », et le fait de leur apporter le développement était comme une obligation morale pour le « premier monde ». La vague de projets de développement des décennies suivantes a donné aux industries occidentales un accès aux ressources naturelles et a créé de

nouveaux débouchés pour elles en introduisant une culture de la consommation dans les pays du Sud.

Dans les années 1980, les conséquences désastreuses de la croissance économique capitaliste mondialisée ne pouvaient plus être ignorées, et l'adjectif « durable » a été accolé au mot développement. Les agences de développement et les grandes ONG ont dû créer de nouveaux récits sur les paysans, les peuples autochtones, les femmes et l'environnement. En réalité cependant, les projets de « développement durable » ont été imposés d'en haut, ce qui a conduit les communautés rurales à être envahies par des spécialistes de l'environnement, des ingénieurs forestiers, des anthropologues, etc., qui sont venus leur « apprendre » à utiliser leurs terres de manière « durable ». En substance, ces projets et programmes réaffirment le paradigme de la croissance économique et reproduisent les relations de pouvoir néocoloniales jusqu'à aujourd'hui.

Le discours du capitalisme « vert »

Plus récemment, de nouvelles constructions discursives, quelque peu différentes, sont apparues. Il y a vingt ou trente ans, des termes tels que durabilité, biodiversité ou réduction des émissions étaient utilisés pour suggérer que les projets étaient basés sur un fondement scientifique. Au cours des dix dernières années, cependant, des expressions plus techniquement vagues et plus attrayantes pour le public, plus favorables aux entreprises, se sont imposées.

« L'économie verte » a été propagée il y a dix ans sous la forme d'un nouveau modèle économique riche d'une vaste gamme de technologies – de l'énergie solaire au commerce du carbone – et véhiculant l'idée générale selon laquelle l'économie capitaliste n'est pas un problème, mais la solution. (3) De même, l'idée de « bioéconomie circulaire » (4) évoque des associations avec le cycle harmonieux de la vie et promet de sauver la planète grâce à la valorisation du « capital naturel » et une transition vers « l'économie papillon ». (5) Par ailleurs, depuis peu, l'idée de « solutions fondées sur la nature » est activement promue en tant que soi-disant nouveau modèle pour lutter contre le changement climatique et apporter « des avantages en termes de bien-être et de biodiversité ». (6) L'introduction massive de ces termes écologico-économiques passe-partout indique que le discours sur le « développement durable », tel que décrit par des auteurs comme Arturo Escobar dans les années 1990, est désormais entré dans une phase nouvelle et différente et qu'il serait plus approprié de le décrire comme le discours du capitalisme « vert ».

Quelle est donc la raison de ce changement ? Quels sont les nouveaux intérêts économiques et de pouvoir qui exigent l'adaptation du régime de vérité ?

Les projets de développement durable typiques des années 1990, fidèles à la devise « à prendre ou à laisser », cherchaient à faire un usage économique de la nature en extrayant physiquement des produits des zones protégées, comme des produits forestiers non ligneux (par exemple le latex, les noix du Brésil) ou du bois « exploité de manière durable ». Les projets de la dernière décennie, en revanche, sont de plus en plus motivés par des intérêts en matière de compensation environnementale et climatique. Selon cette logique, pour que les aires protégées puissent servir de pions pour la destruction ou la pollution d'autres zones, toute interférence humaine avec les soi-disant « services écosystémiques » (ex. : stockage de carbone, préservation de la biodiversité) qui doivent « compenser » la destruction du même « service » ailleurs, doit être minimisée ou interdite. Ce qui distingue les projets

actuels des précédents, ce sont de nouveaux mécanismes d'appropriation. La compensation environnementale et climatique extrait la valeur commerciale de la nature en la « virtualisant ». Les « services écosystémiques », une fois quantifiés, sont considérés comme interchangeables. Ainsi, sans que rien ne soit physiquement extrait ou produit, des « actifs financiers » sont créés à partir des terres, sous forme de certificats.

La logique fondamentale de ces projets est non seulement viciée (puisque payer pour polluer n'est pas une solution), (7) mais aussi profondément inhumaine dès lors qu'elle vise en définitive la criminalisation et l'expulsion des peuples traditionnels de leurs terres.

Afin de dissimuler ce fondement logique difficilement défendable et ses défauts, la production discursive doit être scindée en deux parties : D'un côté, il y a le jargon très technique des articles techniques, largement incompréhensible pour les profanes, sur l'évaluation de « l'impact anthropique » (c'est-à-dire les perturbations induites par l'homme) sur les écosystèmes, ainsi que les calculs des émissions ou des pertes de biodiversité supposément réduites ou évitées par un projet. Ce volet discursif n'est compréhensible que pour un petit groupe de consultants et de techniciens chargés de réaliser cette nouvelle forme d'extraction.

De l'autre côté, pour le grand public, on produit le discours inoffensif superficiel des « solutions fondées sur la nature ». Ici, la vision romantique de la nature intacte s'accompagne d'un discours joyeux sur de nouvelles solutions et des situations « gagnant-gagnant ». L'illusion du gagnant-gagnant peut facilement être entretenue pour le grand public, tant que la perte effective, la destruction des moyens de subsistance qui a lieu là où les communautés subalternes touchées ne sont pas en mesure de se faire entendre, reste cachée.

Une étude approfondie menée par des chercheurs brésiliens (8) a mis en évidence ce type de division dans le contexte d'un projet REDD+ de premier plan dans un territoire autochtone amazonien. (9) Les descriptions techniques du projet, visant à « prouver » que les mesures du projet éviteront la déforestation qui aurait autrement eu lieu, décrivent les membres de la communauté autochtone comme des destructeurs de forêts bien connus. Ces informations sont conservées en arrière-plan ou, comme le disent les auteurs, dissimulées dans la « boîte noire » du langage des experts.

Sur le devant de la scène – dans des vidéos YouTube populaires, des brochures sur papier glacé, etc. – on exploite le récit des peuples autochtones en tant que gardiens des forêts épris de nature. Tandis que le récit du destructeur de forêt est la condition technique pour vendre des « émissions évitées » sous forme de crédits carbone, le récit sur les gardiens de la forêt est nécessaire pour « verdir » efficacement l'image de l'acheteur, dans ce cas, un grand producteur de cosmétiques.

Les mécanismes d'appropriation de la nature à des fins de compensation environnementale et climatique sont si obscènes et violents, et si loin de contribuer à la résolution des crises, que, s'ils étaient transparents, le grand public ne les accepterait pas.

Une autre stratégie efficace pour cacher quelque chose consiste à le glisser au milieu d'un ensemble touffu de concepts. Des expressions telles que « économie verte » ou « solutions fondées sur la nature » couvrent tout un ensemble d'initiatives, de programmes et de projets, et brouillent ainsi les distinctions entre elles. Ils fonctionnent comme un label global qui

regroupe des programmes de compensation prédateurs avec des initiatives telles que la végétalisation de bâtiments urbains et des projets agroécologiques à petite échelle. L'utilisation d'un label commun suggère que toutes ces initiatives – même si certaines semblent plus « techniquement complexes » que d'autres – œuvrent dans le même sens et doivent finalement avoir le même objectif, à savoir la préservation de l'environnement et du climat. Les intérêts purement commerciaux qui sont à l'origine des projets de compensation et leurs pratiques d'exclusion restent donc méconnus par une grande partie de la société.

Le large champ couvert par ces nouveaux termes et la « positivité » du discours servent à neutraliser davantage les opinions critiques. Ceux qui rejettent ces termes tombent automatiquement dans le discrédit en étant accusés d'être contre toute contribution constructive et peuvent donc facilement être exclus du débat au motif qu'ils sont clairement des éternels insatisfaits.

L'expression « fondé sur la nature » véhicule l'idée que les prétendues nouvelles « solutions » découlent d'une nouvelle relation avec la nature, que les humains arrivent maintenant à la paix avec la nature et en tirent des enseignements. Bien entendu, le caractère exclusionniste et prédateur des projets qui se dissimulent derrière ce terme enlève toute valeur à cette notion. Mais l'expression « fondé sur la nature » dans le contexte de tels projets révèle quelque chose de plus fondamental.

La signification de la « nature »

À ce stade, nous devons nous demander : Que signifie en réalité la « nature » ? Et pour qui cela a-t-il ce sens ?

L'anthropologue Felipe Descola (10) montre que la dichotomie culture-nature – c'est-à-dire la division radicale entre ces deux termes qui s'excluraient mutuellement – est une spécificité de la société occidentale. Ce naturalisme – l'hypothèse selon laquelle la « nature » existe comme son propre domaine de l'être, déterminé par des lois causales et séparé de la réalité « culturelle », qui à son tour serait régie par l'action autodéterminée de l'homme – guide à la fois notre bon sens et nos principes scientifiques.

Les peuples autochtones, de leur côté, qui coexistent avec la terre, la forêt, la rivière, les plantes, les animaux et leurs esprits, et qui subissent les conséquences à la fois de la destruction et des tentatives de « sauver la nature » entreprises par l'homme occidental, n'ont pas ce concept généralisé et anthropocentrique de « nature ». Comme l'explique par exemple l'anthropologue Eduardo Viveiros de Castro, la cosmologie des peuples autochtones amazoniens peut être comprise comme un « multinaturalisme ». (11) À leurs yeux, chacun des différents mondes – le monde des jaguars, le monde des serpents, des tapirs, etc. – constitue une nature en elle-même, au sein de laquelle ces êtres non humains exercent des pratiques sociales ou culturelles égales ou analogues à celles des hommes, c'est-à-dire que pour les peuples autochtones amazoniens, il n'existe qu'une seule culture et d'innombrables natures.

Cela nous amène à penser que la relation destructrice de l'homme moderne avec son environnement et ses semblables est enracinée précisément dans sa notion de nature. C'est dans cette optique que certains penseurs proposent de renoncer complètement à cette notion et de développer ce qu'ils appellent une « écologie sans nature » (12). Dans une telle

perspective, il n'y aurait pas de séparation entre humains et non-humains et plus de fondement pour la domination et l'extermination de ces derniers.

Cependant, la construction occidentale de la nature ne peut être comprise comme une quelconque construction discursive, que nous pourrions, dès que nous l'avons identifiée comme telle, simplement abandonner ou déconstruire facilement. C'est une problématique plus profonde. La nature est l'altérité fondamentale – « l'autre » qui constitue le « moi » – de l'homme occidental. Son identité culturelle est définie par cette relation antagoniste. L'histoire de la civilisation occidentale, des Grecs de l'Antiquité au capitalisme récent, est marquée par cette relation fantasmagorique et hostile, par les violentes tentatives de l'homme blanc de dominer ce qu'il projette comme étant la nature, promue au nom des Lumières et du développement. (13)

La vision romantique de la nature, telle que nous la voyons apparaître dans le nouveau discours du « fondé sur la nature », peut être comprise comme une composante essentielle de cette relation conflictuelle. L'instrumentalisation de la nature comme ressource exploitable d'une part et la vénération d'une nature « pure » intacte vont de pair. Ce phénomène est analogue à une situation décrite dans la littérature féministe (14), connue sous le nom de dichotomie madone-putain : souvent, dans notre société patriarcale, les hommes sont incapables d'avoir des relations sexuelles respectueuses avec les femmes, car ils ne peuvent les concevoir que comme des êtres méprisables qui peuvent être dégradés en objets sexuels exploitables ou comme de pures « vierges-mères ».

De la même manière, la nature – réifiée comme « ressource » – peut être exploitée de manière agressive sans scrupules moraux, les êtres vivants peuvent être entassés dans des monocultures ou des élevages industriels et manipulés génétiquement afin de maximiser la production. Cette attitude prédatrice est en contraste avec la vénération romantique d'une nature « maternelle » idéale et lointaine, associée à des images de paysages naturels intacts et de « forêts vierges ».

Cette dichotomie ne laisse finalement pas de place à une relation digne entre les humains et les autres formes de vie. Elle aspire à un monde où des îlots de forêts inhabités sont entourés de sites de production agricole high-tech. « L'expropriation de la population rurale de la terre et du sol » est, comme l'ont expliqué Karl Marx (15) et Rosa Luxemburg (16), la condition première et permanente de la croissance capitaliste. La croissance capitaliste compulsive, enracinée dans la relation occidentale avec la nature, va de pair avec des mécanismes d'expropriation toujours nouveaux et une création et une adaptation constantes des régimes de vérité.

Le nouveau discours du « fondé sur la nature » doit être compris et rejeté pour ce qu'il est : une composante fonctionnelle des mécanismes capitalistes récents d'exclusion et de dépossession. L'exclusion et l'extinction des êtres vivants humains et non humains à travers la financiarisation de leurs espaces de vie, sont embellies et dissimulées par un discours qui vénère la fantasmagorie occidentale de la nature.



Dans la culture patriarcale occidentale, la vision dichotomique de la nature va de pair avec une conception également polarisée des femmes. Le tableau du XVe siècle « La Madone de l'humilité avec la tentation d'Eve » de Carlo da Camerino illustre ce qu'on appelle la dichotomie madone-putain : Alors que la Vierge-Mère Marie est adorée sur un trône, Ève dépravée est représentée comme sexuellement disponible.

Michael F. Schmidlehner (michaelschmidlehner@gmail.com)
 Groupe de recherche sur le travail, le territoire et la politique en Amazonie, Brésil
 (Núcleo de Pesquisa Trabalho, Território e Política na Amazônia - TRATEPAM-IFAC)

- (1) Foucault, Michel. *A arqueologia do saber (L'Archéologie du Savoir, 1969)*. Forense Universitária, 2008.
- (2) Escobar, Arturo. *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Vol. 1. Princeton University Press, 2011.
- (3) UNEP, UNEP. « Towards a green economy: Pathways to sustainable development and poverty eradication ». *Nairobi, Kenya : UNEP*, 2011.
- (4) WEF. "What's a 'circular bioeconomy' and how can it save the planet? | World Economic Forum", 2021. <https://www.weforum.org/agenda/2020/10/circular-bioeconomy-nature-reset/>.
- (5) Hohne-Sparborth, Thomas, Christopher Kaminker, Laura Garcia Velez, Kristina Church, e Michael Urban. « Investing in Nature: the true engine of our economy—a synthesis », 2021.
- (6) Cohen-Shacham, Emmanuelle, Gretchen Walters, Christine Janzen, Stewart Maginnis. « Nature-based solutions to address global societal challenges ». *IUCN : Gland, Suisse* 97 (2016).
- (7) Concernant la logique viciée de la compensation environnementale et climatique et du principe « payer pour polluer », les textes suivants fournissent des exemples et des explications :
 Kill, Jutta. « Economic valuation of nature ». *Bruxelles : Rosa-Luxemburg-Stiftung*, 2014.
 Lohmann, Larry. « Carbon trading, climate justice and the production of ignorance: ten examples ».
- (8) *Development* 51, n° 3 (2008) : 359–65. (7) Rajão, Raoni, Camilla Marcolino. « Between Indians and 'cowboys': the role of ICT in the management of contradictory self-images and the production of carbon credits in the Brazilian Amazon ». *Journal of Information Technology* 31, n° 4 (2016) : 347–57.
- (9) Les auteurs de l'étude ont anonymisé les données, mais il ne fait aucun doute qu'il s'agit du Suruí Forest Carbon Project (SFCP) dans l'État brésilien de Rondonia, comme je l'ai signalé dans : Schmidlehner, Michael Franz. « Guest Post: Between Suruí and 'Acapú': REDD and scientists' ethical dilemmas | REDD-Monitor », 2016. <https://redd-monitor.org/2016/07/21/guest-post-between-surui-and-acapu-redd-and-scientists-ethical-dilemmas/>
- (10) Descola, Philippe. *Beyond nature and culture*. University of Chicago Press, 2013.
- (11) Castro, Eduardo Viveiros de. « Os pronomes cosmológicos eo perspectivismo ameríndio ». *Mana* 2, n° 2 (1996) : 115–44.
- (12) Morton, Timothy. *Ecology without nature: Rethinking environmental aesthetics*. Harvard University Press, 2007.
- (13) Adorno, Theodor W., Max Horkheimer. *Dialektik der Aufklärung*. Frankfurt a. M. : Fischer, 1988.
- (14) Bareket, Orly, Rotem Kahalon, Nurit Shnabel, Peter Glick. « The Madonna-Whore Dichotomy: Men who perceive women's nurturance and sexuality as mutually exclusive endorse patriarchy and show lower relationship satisfaction ». *Sex Roles* 79, n° 9 (2018) : 519–32.
- (15) Marx, Karl. « Das Kapital, Buch 3, Vierundzwanzigstes Kapitel. Die sogenannte ursprüngliche Akkumulation ». Dans *Karl Marx, Friedrich Engels Werke*, 23: 741–91. Diez, 1962.
- (16) Luxemburg, Rosa. *Die Akkumulation des Kapitals: Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus*. Vol. 1. *Buchhandlung Vorwärts Paul Singer*, 1913.

Lorsque plusieurs formes d'oppression s'accumulent chez les mêmes personnes



Photo de la couverture de la publication intitulée «Nature Hires: How Nature-based Solutions can power a green jobs recovery», WWF et OIT.

On ne peut aborder les soi-disant « solutions fondées sur la nature » (SFN) isolées de l'économie verte, ni cette dernière sans parler du capitalisme et de ses nouvelles et vieilles formes d'accumulation associées au colonialisme, au racisme et au patriarcat, ses piliers sans lesquels il ne pourrait pas fonctionner.

Il faut donc se demander : qu'y a-t-il de raciste, colonial et patriarcal dans les propositions comme les SFN ? Pour répondre à cette question, nous pouvons utiliser le puissant outil d'analyse que constitue l'intersectionnalité.

Kimberlé Crenshaw, une femme afrodescendante des États-Unis a défini pour la première fois le concept d'*intersectionnalité* en 1989, lequel est apparu comme un outil pour comprendre comment différentes formes de ségrégation ou de multiples formes d'oppression peuvent se réunir, ou se superposer chez une même personne.

Cette vision nous permet de comprendre des situations notamment celles des femmes afrodescendantes ou des femmes autochtones, doublement opprimées, car elles vivent une combinaison ou une intersection de discriminations raciales ou ethniques et de genre et aussi bien souvent des enjeux de classes, de nationalité, d'apparence physique et d'âge. C'est une conjonction de situations d'oppression complexes qui touchent les mêmes personnes.

Cette approche d'intersectionnalité nous permet de comprendre par exemple, pourquoi plus de femmes que d'hommes meurent dans les désastres naturels. Pourquoi y a-t-il plus de femmes que d'hommes atteints de cancer dans les zones pétrolières ? Pourquoi plus de gens pauvres meurent-ils de la COVID-19 ? Pourquoi les solutions fondées sur la nature sont-elles mises en œuvre principalement dans les pays du Sud ?

Les réponses à ces questions ne se trouvent pas dans la génétique ni dans le type d'écosystème. Elles se trouvent dans les enjeux de race, de genre et de classe.

Par exemple, les personnes qui prennent soin des malades, des aînés et des enfants sont presque toujours des femmes. S'il y a une inondation ou un ouragan, les femmes ne peuvent pas se sauver parce qu'elles sont occupées à prodiguer des soins. Dans beaucoup de milieux, peu de femmes savent lire et de nombreuses alertes de désastre éventuel sont diffusées sur la place publique — qu'elles ne fréquentent pas ou encore elles n'arrivent pas à déchiffrer l'information écrite. Nous savons également que les changements climatiques causent une augmentation des maladies, ce qui alourdit la charge de travail des femmes qui soignent leurs proches. De plus, avec la pénurie et l'accaparement croissants des sources d'eau, les femmes doivent redoubler d'efforts pour puiser et transporter l'eau jusqu'à la maison, ou encore aller toujours plus loin pour trouver le bois pour cuisiner.

C'est la même chose dans les zones de conflit pétrolier ou minier. L'arrivée des forces policières ou militaires, des travailleurs des entreprises, des agences de sécurité privée, des marchés illicites de drogues, des bars, masculinise les territoires et accroît la violence dans les communautés : augmentation de la consommation d'alcool, abus sexuels et même violence familiale. Dans ce contexte, ce sont les femmes qui souffrent plus autant en raison de cette spirale de violence qu'à cause des maladies liées à la pollution. Dans le nord de l'Amazonie équatorienne, par exemple, la majorité des malades du cancer sont des femmes soixante et onze pour cent des cas enregistrés sont des femmes et seulement 29 % des hommes. Autrement dit, à leur condition de femmes autochtones et paysannes s'ajoute notamment l'exposition de leurs corps à l'eau contaminée des cours d'eau où elles lavent le linge, aux substances toxiques des brûleurs de gaz situés à proximité de la maison.

On peut dire, en se basant sur l'intersectionnalité, que dans ces territoires sacrifiés, plusieurs oppressions socioécologiques s'unissent dans les corps des femmes. Autrement dit, la politique des corps du féminisme s'unit à l'écologie politique dans les territoires.

Aujourd'hui, dans le nouveau contexte de la COVID-19, nous pouvons affirmer que tout comme les femmes autochtones, paysannes et appauvries qui subissent le plus les effets des désastres climatiques et de l'extractivisme, ce sont les personnes afrodescendantes, autochtones, migrantes ou Latino-Américaines appauvries qui sont les plus exposées et en fin de compte qui courent les plus grands risques de tomber malade et de mourir. Mais en même temps, en raison de leur situation économique et sociale marginale, ce sont elles qui subissent le plus les conséquences économiques de la pandémie.

Des solutions pour créer plus de spoliation

Tout au long de son histoire, le capitalisme a eu recours à la discrimination raciale — là où celle-ci existait déjà, le capitalisme l'a exacerbée et ailleurs, il a dû l'implanter — ainsi qu'à la discrimination de genre et aux conditions de pauvreté. De là vient la justification de l'exploitation des peuples du Sud, des migrants, des femmes et des millions de travailleurs et travailleuses.

Les crises récurrentes — environnementales, financières et sociales — ont ralenti la nouvelle phase de capitalisme mondialisé, financier et numérique. À son tour, ce ralentissement cause une crise d'accumulation. Pour tenter de surmonter cette crise, les capitalistes inventent d'autres marchés et de nouvelles marchandises basées sur les cycles et les fonctions de la nature, et de nouveaux espaces pour établir leurs nouvelles entreprises.

C'est pour cela que l'Accord de Paris sur les changements climatiques a été conçu avec toutes les facettes et trames qui se développent à partir de celui-ci. Les « Solutions fondées sur la nature » (SFN) constituent une de ces initiatives pour créer plus d'avantages des crises environnementales et climatiques avec une collusion entre les sociétés transnationales de la conservation et le secteur financier et corporatif. Mais c'est aussi l'objectif des mécanismes de compensation du carbone, de la biodiversité, de l'eau, etc. Le MDP (Mécanisme pour un développement propre) et la REDD, par exemple, représentaient déjà des « solutions fondées sur la nature. »

Les SFN, en tant que produit commercial et financier, constituent un pas de plus dans le développement de l'économie verte. Elles sont aussi un peu plus sophistiquées. Elles donnent à la nature un rôle utilitaire dans leur discours, emploient largement les outils numériques pour le contrôle des territoires et leurs transactions ultrarapides et créent des marchandises encore plus embrouillées. Mais sans gêne, elles utilisent un fallacieux langage inclusif sur les femmes, les peuples autochtones et maintenant les travailleurs et travailleuses.

On peut observer maintenant que l'on allègue qu'avec « la femme **alliée** à la nature, » nous pouvons mieux affronter les changements climatiques ou encore que l'on **embauche** la nature, comme l'indique le titre d'un document conjoint de l'OIT (1) et du WWF publié en octobre 2020. Sur la couverture, on peut voir une femme noire travailleuse dans un milieu naturel géré en Afrique du Sud.

Même si cette femme sourit chaleureusement alors qu'elle occupe son *emploi vert*, elle est sûrement exploitée dans un travail à la pièce et mal payé. Le capitalisme a besoin de femmes non rémunérées ou mal payées, des femmes du Sud qui travaillent maintenant pour le capital verdi.

Les solutions basées sur la nature créent des emplois comme protéger le carbone dans les arbres des forêts tropicales, ou cuisiner pour des groupes de bûcherons de bois de balsa en Équateur, un bois qui sera utilisé dans un *emploi vert* en Chine dans la construction de pales d'éoliennes qui sont également fabriquées avec des métaux provenant de zones où les femmes sont victimes d'agressions et contraintes d'aller toujours plus loin pour de l'eau propre et du bois de cuisson pour leurs ménages, des ressources extraites par des entreprises qui prétendent compenser leurs dommages avec ces mêmes solutions basées sur la nature.

La nature en tant que sujet en soi

Bien que l'intersectionnalité constitue un outil très utile pour saisir la conjonction de diverses oppressions, elle ne suffit pas à comprendre la complexité des nouvelles formes de capitalisme vert. Il faut donc étendre la notion de sujet de droit. Pourquoi n'inclurait-on pas la nature comme sujet de droit? Ainsi, nous pourrions non seulement considérer les oppressions contre les êtres humains, mais aussi celles contre les êtres non humains.

La nature est également exploitée, chosifiée, féminisée, racisée et convertie en travailleuse exploitée qui produit des ressources, des biens et des services environnementaux. Il est clair qu'il y a aussi une simultanéité des oppressions des femmes, des peuples autochtones, des paysans, des travailleurs et de la nature. En fait, nous ne pouvons et ne devons pas parler

de l'histoire du patriarcat, de la sociologie du travail ou de l'essence du racisme sans tenir compte du sujet Nature dans ce processus.

Avec le capitalisme vert, et ses solutions basées sur la nature de toujours, nous voyons que le concept d'intersectionnalité prend un nouveau sens. Toute analyse basée sur un seul axe de discrimination (ethnique, de genre ou sociale) occulte la nature du contexte, en réduisant l'analyse aux expériences d'identité isolées du territoire dans lequel ces discriminations se produisent.

Ainsi, à partir d'une intersectionnalité diverse et face aux discriminations contre les sujets corps-territoires, nous pourrions mieux comprendre la relation entre les oppresseurs et les exploités du capitalisme. Et avancer dans la défense des droits humains, des droits des femmes et des droits de la nature.

Ivonne Yáñez
Acción Ecológica, Équateur

(1) OIT. WWF. *NATURE HIRES: How Nature-based Solutions can power a green jobs recovery* [Comment les solutions fondées sur la nature peuvent impulser une relance d'emplois verte], octobre 2020.

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_757823.pdf

Les grandes entreprises alimentaires et agro-industrielles propagent une escroquerie meurtrière



Photo de la campagne d'Sauvons la forêt, "Fact check: l'huile de palme de Nestlé n'est pas durable"

Après avoir passé des années à ne rien faire pour atteindre les objectifs déjà compromis fixés par l'Accord de Paris de 2015, des dizaines de grands pollueurs prennent aujourd'hui des engagements « zéro émission nette », principalement pour répondre aux besoins de relations publiques des acteurs financiers qui les alimentent en capitaux. Ces engagements sont fondés sur des compensations, et non sur des réductions d'émissions. Et les compensations sont maintenant pour la plupart dissimulées sous la toute nouvelle image de marque utilisée pour le greenwashing des entreprises, les « solutions fondées sur la nature », qui risquent d'entraîner un accaparement massif de forêts et de terres agricoles, en particulier dans les pays du Sud. Les grandes entreprises alimentaires et agro-industrielles sont les principaux acteurs de cette escroquerie meurtrière.

Elles constituent aussi, sans aucun doute, le principal obstacle à une action significative contre la crise climatique. Ces acteurs tout-puissants ont passé les vingt dernières années à remettre en cause le consensus scientifique, à bloquer une législation efficace et à donner une image « verte » à leur propre responsabilité. Depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015, qui s'est accompagnée d'un engagement volontaire pitoyable de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C (un niveau déjà catastrophique), et sa promesse de solutions fondées sur le marché, seul un petit nombre d'entreprises ont fait le strict minimum pour déclarer publiquement leurs émissions, sans parler de prendre des mesures pour les réduire.

Les entreprises du secteur de l'agriculture et de l'alimentation figurent parmi celles qui affichent les moins bons résultats. Le dernier rapport du GIEC estime que le système alimentaire représente jusqu'à 37 % du total des émissions mondiales de GES. Cela n'a pas empêché ces entreprises de recevoir des milliards de dollars de la part de sociétés financières mondiales, y compris de celles qui se disent engagées dans l'investissement responsable.

Pas un jour ne passe sans l'annonce d'une initiative d'entreprise ou d'un engagement à atteindre l'objectif de « zéro émission nette » d'ici 2050. Ces initiatives et promesses « zéro net » reposent sur des compensations, qui sont désormais dissimulées derrière l'euphémisme des « solutions fondées sur la nature ». Bon nombre de ces entreprises font pression dans le même temps contre l'intervention des gouvernements dans le financement des entreprises polluantes, insistant sur le fait qu'elles sont les mieux placées pour décider de la répartition des investissements dans les solutions climatiques. Ce greenwashing des entreprises, si profondément basé sur les compensations, s'annonce encore pire que l'époque du déni climatique.

Le plan « net zéro » de Nestlé repose sur les compensations

BlackRock est l'actionnaire le plus important et le plus influent au monde, aussi bien dans les sociétés de combustibles fossiles que dans celles de l'agroalimentaire. Malgré sa collusion profonde avec les pires criminels climatiques du monde, BlackRock s'est reconverti en leader de l'action climatique et « attend désormais des entreprises qu'elles expliquent comment elles s'alignent sur un scénario dans lequel le réchauffement climatique est maintenu à un niveau bien inférieur à 2 °C, conformément à une aspiration mondiale visant à atteindre des émissions zéro nettes de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050 ». Les grandes entreprises utilisent désormais le terme de « solutions fondées sur la nature » pour désigner désormais collectivement les compensations prévues dans le cadre des engagements « zéro net ».

Parmi les entreprises dans lesquelles BlackRock est fortement investi figure Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire au monde et l'un des pires émetteurs de GES en dehors du secteur de l'énergie. **BlackRock est le principal actionnaire de Nestlé** et, malgré l'énorme empreinte climatique de Nestlé, la société s'adapte facilement aux mesures que BlackRock « attend » des entreprises dans lesquelles elle investit. En décembre 2020, Nestlé a lancé sa « feuille de route zéro émissions nettes », s'engageant à réduire ses émissions de 50 % d'ici 2030 et à atteindre l'objectif « zéro net » d'ici 2050. La majorité de ces émissions ont lieu au niveau de l'approvisionnement en produits laitiers, en viande et en produits de base (café, huile de palme, sucre, soja, etc.). Les émissions annuelles de ces activités

d'approvisionnement de Nestlé représentent environ le double des émissions totales de son pays d'origine, la Suisse.

Le plan climat de Nestlé ne comporte pas de réduction de ses ventes d'aliments à base de produits laitiers, de viande et d'autres produits agricoles à fort taux d'émission. Au contraire, **son plan climat est basé sur une croissance projetée de 68 % entre 2020 et 2030, tant pour son approvisionnement en produits laitiers et animaux que pour les produits de base.**

Dans le cadre de ce plan, Nestlé s'est notamment engagé à investir 1,2 milliard USD au cours des dix prochaines années dans des « pratiques agricoles régénératrices ». Pour mettre cela en perspective : Nestlé a versé un dividende d'environ 8 milliards USD à BlackRock et à ses autres actionnaires en 2020. Qu'il s'agisse de l'ajout d'additifs alimentaires, de la réduction du méthane produit par les animaux ou de l'introduction de pratiques d'agroforesterie et de gestion des sols dans les plantations agricoles, ces plans restent flous sur la manière dont les fournisseurs mettront en œuvre ces pratiques, sur ce qu'elles signifient exactement et sur qui paiera pour que cela soit possible.

En l'absence d'un quelconque plan sérieux de réduction de ses émissions, Nestlé mise sur les compensations pour sauver ses ambitions de zéro émission nette. « Nous voyons dans l'élimination des émissions de GES de l'atmosphère un énorme potentiel pour contrebalancer les émissions que nous ne pouvons réduire directement », affirme Nestlé dans sa Feuille de route.

Le précurseur des « solutions fondées sur la nature » d'aujourd'hui est le programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) de l'ONU, qui a non seulement échoué à réduire la déforestation ou les émissions au cours des douze dernières années, mais a également durement touché les communautés locales, notamment en les privant d'accès à leurs terres agricoles et leurs forêts et en alimentant des conflits fonciers.

L'un des premiers promoteurs de REDD+ était une société suisse, South Pole Group, qui travaille maintenant pour Nestlé sur son plan de compensation. South Pole a dirigé l'immense projet REDD+ Kariba, couvrant 784 987 hectares dans le nord-ouest du Zimbabwe. Ce projet, qui était structuré de manière à faire transiter des fonds par plusieurs sociétés enregistrées dans des paradis fiscaux, n'a apporté aucun avantage matériel aux communautés paysannes et, pire encore, les a empêchées d'accéder aux terres dont elles dépendent pour la production alimentaire, la chasse et la cueillette. Il a cependant réussi à fournir au géant français de l'énergie Total des compensations pour rendre ses livraisons de gaz naturel liquide vers la Chine « neutres en carbone ».

Nestlé, un acheteur de crédits de compensation carbone, a payé South Pole pour qu'il développe un modèle permettant de « calculer le potentiel d'atténuation des GES des terres agricoles ». Dans le même temps, South Pole conclut des contrats avec des vendeurs de crédits potentiels, comme le britannique Miro Forestry, qui a embauché South Pole pour certifier l'absorption de carbone de ses immenses plantations d'arbres en Afrique de l'Ouest et l'aider à vendre des crédits. South Pole, décrit comme « l'un des plus gros négociants en crédits de carbone », est payé pour faire les calculs pour les entreprises des deux côtés et ensuite, si tout va bien, en pour organiser les transactions.

Nestlé estime qu'il lui sera nécessaire de compenser 13 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an d'ici 2030, un volume à peu près équivalent au total annuel des émissions de GES d'un pays comme le Salvador. Mais ce chiffre pourrait être encore plus élevé si ses projets d'« agriculture régénérative » ne se concrétisaient pas. Bien que Nestlé ne donne pas le détail ses plans de compensation, l'entreprise a déjà lancé des projets basés sur la plantation d'arbres dans les régions où elle s'approvisionne en ingrédients – comme la plantation de trois millions d'arbres en Malaisie, de trois millions d'arbres dans des zones d'approvisionnement clés en Amérique et une aire protégée en Côte d'Ivoire. Dans la mesure où l'entreprise affirme avoir l'intention d'éliminer les GES de l'atmosphère en « utilisant des solutions naturelles », les compensations annuelles qu'elle prévoit nécessiteraient d'exclure des zones ou de planter des arbres sur au moins 4,4 millions d'hectares de terres chaque année.

Si le nombre rapidement croissant de plans « zéro net » des entreprises est mis en œuvre, ne serait-ce que partiellement, cela se traduira par un accaparement massif de terres, de forêts et de territoires de peuples autochtones et de communautés rurales dans les pays du Sud. Comme l'explique La Via Campesina et une coalition d'ONG et de mouvements sociaux dans un récent rapport, les programmes zéro émission nette des entreprises qui fleurissent un peu partout montrent clairement qu'« *il n'y a pas de désir ou d'ambition de la part des grands et des riches du monde de réellement réduire les émissions. Le terme de « greenwashing » ne suffit guère pour décrire ces efforts visant à masquer la croissance continue des émissions fossiles : les termes d'« écocide » et de « génocide » rendent plus précisément compte des impacts auxquels le monde sera confronté.* »

La FOLU : les nouveaux habits de Yara et Unilever

La FOLU (Food and Land Use Coalition) est l'un des lobbies les plus sophistiqués et les plus secrets des entreprises du secteur de l'alimentation et de l'agro-industrie. Elle a été lancée par la société norvégienne d'engrais Yara et le géant anglo-néerlandais des aliments transformés Unilever, deux des pires pollueurs climatiques du secteur alimentaire et agricole. Avec le soutien du gouvernement norvégien, également l'un des pires pollueurs climatiques au monde, Yara a réuni une coalition des suspects habituels, à savoir des ONG financées par des entreprises et des associations patronales. Aujourd'hui, la FOLU, ainsi que les individus et les groupes qui la composent, sont omniprésents dans les forums internationaux traitant du climat et de l'alimentation.

Le programme de la FOLU est étroitement lié aux intérêts de ses deux sociétés fondatrices. Unilever, le plus grand acheteur d'huile de palme au monde, promeut depuis des années des programmes de certification, notamment la Table ronde sur l'huile de palme durable, afin de se doter d'une source « durable » pour un produit agricole fondamentalement non durable. Yara, en tant que premier producteur mondial d'engrais azotés, un produit qui représente à lui seul une tonne sur 50 des émissions mondiales de GES produites par l'homme chaque année, a mené une campagne pour reconverter ses engrais en sauveurs du climat. Yara affirme que ses engrais ont permis aux gens de produire plus de nourriture sur moins de terres, sauvant ainsi les forêts et permettant de réduire la température de la planète.

Il n'est donc pas surprenant que la FOLU se prononce en faveur de systèmes de certification volontaires et d'une production agricole plus efficace, basée sur les combustibles fossiles, comme principales solutions aux émissions climatiques du secteur alimentaire. Elle met également l'accent sur la réduction de la déforestation tropicale, et non sur l'élimination des

combustibles fossiles du système alimentaire, et prévoit que ces mesures soient payées par les entreprises qui ont besoin de compensations carbone pour leurs engagements zéro émission nette, ce que la FOLU décrit comme « le modèle économique d'un avenir zéro émission nette, fondé sur la nature ».

Yara et Unilever sont depuis longtemps unis dans leur désir de maintenir et d'étendre la production industrielle de matières premières agricoles. Avant la FOLU, des entreprises avaient créé l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, lancée en 2014. Cette alliance, dont les membres étaient à peu près les mêmes que ceux de la FOLU, a été un échec en termes d'action climatique, mais l'action climatique n'était pas vraiment son but. Elle a été conçue pour bloquer les efforts visant à promouvoir de vraies solutions comme l'agroécologie et la souveraineté alimentaire dans les forums internationaux traitant de l'alimentation, de l'agriculture et du climat.

La révolution climatique ne sera pas financée

Les entreprises ne vont tout simplement pas prendre des mesures qui gênent leurs profits et elles se battront contre tous les acteurs, qu'il s'agisse de gouvernements ou de communautés en première ligne, qui se dressent sur leur chemin. Elles ne changeront que lorsqu'elles y seront forcées. Les grandes entreprises ne feront pas et ne pourront pas faire partie de la solution.

Il est particulièrement important de garder ce point à l'esprit en ce qui concerne le secteur financier. Les sociétés financières comme BlackRock, et même les sociétés qui gèrent les fonds de pension, sont conçues pour financer les grandes entreprises. Si l'argent est laissé entre leurs mains, il ira toujours aux entreprises. Pour avoir accès à cet argent, les entreprises devront peut-être prendre des engagements zéro émission nette qui transformeront de vastes étendues de terre en « compensations naturelles », mais cela ne réduira pas les émissions et imposera un lourd fardeau à des communautés qui n'ont rien fait pour contribuer à la crise climatique. Il n'y a aucune victoire pour les gens ou pour le climat si une société financière se retrouve honteusement en situation de devoir transférer ses participations d'Exxon à Nestlé.

Les solutions doivent être développées et définies par les populations et non pas par des entreprises. En ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, des paysans et d'autres petits producteurs alimentaires ont déjà formulé une vision de la souveraineté alimentaire et des solutions à la crise climatique qui exclut complètement ces énormes entreprises. Il n'y a pas de place dans cette vision pour la Feuille de route de Nestlé ou les vaines promesses environnementales de BlackRock. Le grand défi consiste à reprendre le contrôle des fonds, des ressources et des gouvernements qui sont actuellement sous la mainmise des entreprises, afin d'enrayer les véritables causes de la crise climatique.

Nous devons affronter avec clarté et solidarité le tsunami croissant des soi-disant solutions « vertes » des entreprises. Les compensations doivent être entièrement rejetées, ainsi que tout système qui les prend en considération, comme les « solutions fondées sur la nature ».

GRAIN

www.grain.org

Pour en savoir plus sur ce sujet, consultez la publication de GRAIN « [Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières](#) »

L'enthousiasme des entreprises pour la protection des forêts et la plantation d'arbres est motivé par leur détermination à protéger les profits de l'extraction des combustibles fossiles



Illustration: DesmoqUK

Au fil des années, les compagnies pétrolières, charbonnières et gazières ont détruit de vastes étendues de forêts et en ont pollué bien plus encore. Pourtant, tout à coup, elles prétendent s'être découvert un amour pour les forêts. De plus, elles les placent au cœur des nouvelles stratégies climatiques qu'elles promeuvent après avoir passé des décennies et dépensé des milliards de dollars à remettre en question tout lien entre les énergies fossiles et le réchauffement de la planète. (1)

Pourquoi ce grand changement ? Plusieurs facteurs jouent probablement un rôle. Premièrement, les gouvernements se tournent de plus en plus vers une législation visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion de combustibles fossiles. Deuxièmement, de plus en plus de poursuites sont intentées contre des sociétés pétrolières et charbonnières pour leur rôle à la fois dans le changement climatique et dans le déni de ce changement. Et les événements climatiques extrêmes se produisent beaucoup plus fréquemment et d'une manière qu'il est maintenant plus difficile d'ignorer.

De ce fait, l'industrie pétrolière a commencé à modifier sa stratégie climatosceptique. Leur nouvelle ligne de conduite est que le changement climatique est réel, mais que les forêts régleront une grande partie du problème. Il est inutile d'être si pressé d'abandonner la combustion de pétrole ou de gaz, disent-ils. Pourquoi ne pas simplement empêcher les forêts de libérer du carbone ? Ou planter de nouveaux arbres pour absorber une partie du dioxyde de carbone qui s'accumule dans l'atmosphère ?

Parler de la protection de la nature tout en empochant les profits permis par sa destruction

Prenons par exemple la compagnie pétrolière et gazière italienne ENI. Son site web comprend désormais une grande section décrivant « l'engagement de compagnie à protéger les forêts » et présentant de belles images de forêts luxuriantes et des appels urgents à agir contre la déforestation. Dans le même temps, la stratégie à long terme d'ENI prévoit que 90 % de sa production d'énergie d'ici 2050 proviendra de la combustion de gaz fossile.

La compagnie pétrolière anglo-hollandaise Shell proclame également son enthousiasme pour la nature, et les forêts en particulier. Une vidéo intitulée « Shell et les solutions fondées sur la nature » figure sur une page web de Shell portant le même nom. Elle explique comment « Shell valorise le potentiel de la nature », « soutient les projets de reboisement » et « protège les forêts menacées ». Ces activités, affirme la vidéo, « permettent à nos clients de lutter plus facilement contre leurs émissions ». Une carte du monde présente les projets financés par Shell ou ses clients qui paient un petit supplément pour faire le plein avec un « carburant climatiquement neutre pour le climat ». La société affirme que sa production d'énergie à base de pétrole a déjà atteint son pic, mais comme ENI, Shell prévoit d'augmenter ses activités liées au gaz fossile. D'ici 2020, plus de la moitié de ses ventes d'énergie proviendront du gaz fossile.

Total, la compagnie pétrolière française, veut extraire et transporter du pétrole et du gaz à travers un site classé au patrimoine mondial dans le rift Albertin en Afrique de l'Est et détruire des forêts de tourbe riches en carbone (ainsi que le carbone fossile contenu dans les gisements de pétrole et de gaz situés sous ces forêts) dans la région de la Cuvette en République du Congo. (2) Elle a mis en place « les solutions Total fondées sur la nature » en 2019. Dotée d'un budget de 100 millions USD (en 2019, Total a dépensé 1,55 milliard USD pour l'exploration des énergies fossiles), la nouvelle unité « est chargée de financer, développer et gérer des projets de séquestration de carbone et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Et la Fondation Total « a fait de la préservation et de la restauration des forêts un axe majeur de son programme » tandis que la société Total prévoit de générer 85 % de ses ventes d'énergie d'ici 2030 à partir du pétrole ou du gaz fossile.

Des documents obtenus par l'organisation britannique Culture Unstained montrent que la compagnie pétrolière et gazière norvégienne Equinor (anciennement Statoil) a offert de financer des projets de plantation d'arbres et de protection des forêts, sous réserve que cela lui ouvre la porte au parrainage de la prochaine conférence des Nations Unies sur le climat en Écosse, prévue pour novembre 2021. (3) En 2018, Equinor a écrit qu'elle serait prête à investir dans des projets de carbone forestier « lorsqu'il y aura une clarification sur le développement du marché ». Il semble bien que le gouvernement britannique se prépare à fournir cette clarification. Les notes d'une réunion de mai 2020 entre des représentants du gouvernement britannique et des représentants d'Equinor confirment que le gouvernement britannique veut utiliser sa position d'hôte de la réunion de l'ONU sur le climat pour faire adopter une décision visant à mettre en place « des marchés du carbone robustes qui débloquent des financements privés pour l'atténuation, notamment grâce à des solutions fondées sur la nature ».

Les documents obtenus par Culture Unstained montrent que des représentants du gouvernement britannique ont également rencontré des représentants de BP et de Shell. (3) Et BP se prépare également à l'émergence de ce marché du carbone : sa filiale BP Ventures a pris une participation majoritaire dans la plus grande société américaine de développement de projets de carbone forestier, Finite Carbon, en décembre 2020. (4)

La non-solution des entreprises entraînera un accaparement massif des terres et une aggravation du chaos climatique

Comme les compagnies pétrolières n'ont pas l'intention de réduire radicalement l'extraction de carbone fossile dans un avenir proche, leurs non-solutions fondées sur la nature – si elles

sont mises en œuvre – nécessiteront d'énormes superficies de forêt et de terres plantées d'arbres qui serviront d'installation de stockage de carbone pour les entreprises. L'unité Solutions fondées sur la nature de Total va rechercher des projets permettant de stocker au moins l'équivalent de cinq millions de tonnes d'émissions de CO₂ de l'entreprise **par an** à partir de 2030. Shell a annoncé une augmentation de l'achat de compensations carbone, provenant notamment de projets de plantation d'arbres et de conservation des forêts, pour parvenir à 120 millions de tonnes **par an** d'ici 2030 ; ENI compte sur les forêts pour stocker l'équivalent de 40 millions de tonnes de ses émissions de dioxyde de carbone par **an** à partir de 2050 (et six millions de tonnes par **an** à partir de 2024). Et il ne s'agit là que la demande de terres d'une poignée de compagnies pétrolières pour compenser leurs émissions de carbone. Entre-temps, plus de 1500 grandes entreprises se sont engagées à devenir neutres en carbone, et des multinationales comme Nestlé et Unilever ou des entreprises technologiques comme Microsoft et Google et d'autres gros pollueurs telles que l'industrie aéronautique exigent également des terres pour le stockage du carbone en surface. Les chiffres laissent donc penser que cette non-solution d'accaparement de la nature par les entreprises se transformera en une menace majeure pour la souveraineté alimentaire et le contrôle des communautés sur leurs territoires dans les pays du Sud, car elle amènera à enclore des forêts et des terres pour en faire des plantations d'arbres à grande échelle.

L'industrie de la conservation présente la nature comme une solution pour les entreprises polluantes

Les entreprises ont reçu une aide considérable de la part de grands groupes de conservation dans la conception de cette dernière non-solution d'entreprise au changement climatique. En 2009, des groupes de conservation tels que The Nature Conservancy, Conservation International et l'UICN ont discuté des moyens de transformer le carbone stocké dans les zones forestières protégées qu'ils gèrent en argent pour leurs organisations. De ces discussions est née l'idée de « solutions fondées sur la nature » (voir l'article dans ce numéro du Bulletin).

Leur proposition consiste à enclore des forêts et les terres plantées d'arbres, à les déclarer comme des installations industrielles de stockage de carbone en surface et à échanger le carbone stocké ainsi stocké contre l'extraction d'une plus grande quantité de carbone fossile des gisements souterrains de pétrole, de gaz et de charbon.

Rappelons le raisonnement vicié sur lequel est basée la compensation, qui part de l'idée que les dommages causés par la pollution ou la destruction à un endroit peuvent être réparés en empêchant la pollution ou la destruction qui allait avoir lieu ailleurs.

Prenons l'exemple des projets de carbone forestier, qui sont aussi souvent appelés projet de compensation REDD.

Une entreprise de conservation à but lucratif basée dans un pays industrialisé, telle que Wildlife Works Carbon, ou un groupe de conservation tel que The Nature Conservancy, affirme que sans leur intervention, une forêt aurait été détruite. Il convient de noter qu'aucun site de projet REDD ne comprend une forêt réellement menacée de destruction, par exemple par l'expansion des plantations de palmiers à huile ou de soja ou l'exploitation forestière industrielle. Les projets REDD ne sont pas non plus situés là où une compagnie de combustibles fossiles prévoyait d'extraire du pétrole, du charbon ou du gaz des gisements de carbone souterrains. Presque sans exception, les porteurs de projets de compensation jugent que l'agriculture paysanne, la « pression démographique » et la culture itinérante sont

les facteurs présumés de la déforestation. La menace de déforestation identifiée doit alors être empêchée par le projet REDD. En réalité, cela s'est traduit par un affaiblissement et un contrôle des pratiques agricoles paysannes et un dénigrement et une limitation de la culture itinérante. (6)

Le récit sur lequel se base un projet de compensation pour calculer ses économies d'émissions (la prétendue menace de déforestation qui a été évitée) est toujours hypothétique, car il n'est pas possible de savoir ce qui serait arrivé à la forêt sans le projet de compensation. Des études suggèrent que de nombreux projets de compensation REDD et de plantation d'arbres, sinon la plupart, exagèrent les émissions qu'ils auraient prétendument évitées. (7)

Les émissions des compagnies pétrolières, en revanche, sont réelles. C'est une combinaison risquée pour le climat.

Le résultat, c'est que les émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles continuent de s'accumuler et réchauffent ainsi la planète. Pourtant, leurs clients et les gouvernements poussés par les lobbyistes de l'industrie pétrolière sont amenés à croire que les dommages climatiques de ces émissions ont été traités.

Le chaos du cycle du carbone

Les projets de compensation portant sur la conservation des forêts et la plantation d'arbres confondent également deux cycles du carbone qui ont des impacts très différents sur le climat. Le carbone de l'arbre fait partie d'un cycle beaucoup plus rapide que le carbone stocké dans les gisements souterrains de pétrole, de gaz ou de charbon. Ces réserves de carbone souterraines sont constituées de carbone fossile, c'est-à-dire de carbone qui est enfermé dans ces gisements depuis des millions d'années. À l'inverse, même les vieilles forêts ne stockent le carbone que pendant quelques centaines à milliers d'années avant qu'il ne soit à nouveau rejeté dans l'atmosphère lorsque les arbres se décomposent. Dans les plantations industrielles d'arbres, les arbres sont souvent coupés au bout de sept ans seulement.

D'un point de vue climatique, le carbone souterrain et le carbone aérien ne sont donc pas les mêmes. L'un (le carbone fossile) est emprisonné en toute sécurité pendant des millénaires – sauf si des compagnies forent des puits de pétrole ou creusent des mines de charbon. L'autre (le carbone dans la végétation) a toujours fait partie du cycle qui détermine le climat, mais jamais dans une mesure susceptible de provoquer un chaos climatique comme le fait l'ajout de carbone fossile.

REDD comme précurseur

C'est lors de la conférence des Nations Unies sur le climat en 2019 que Shell, BP et d'autres ont rejoint le lobby des marchés du carbone et l'industrie de la conservation pour lancer un marché destiné à ce qu'ils appelaient alors des « solutions climatiques naturelles » (les « solutions fondées sur la nature » d'aujourd'hui). (5)

Quels que soient les mots utilisés, cependant (la « décarbonisation zéro net », la « neutralité climatique » ou la « neutralité carbone » sont d'autres termes fréquemment utilisés en relation avec les solutions d'entreprise fondées sur la nature), ces initiatives d'entreprise ont

un point commun : la volonté de l'industrie pétrolière de continuer à détruire les stockages de carbone souterrains pendant des décennies.

Leurs plans d'extraction à long terme montrent que pour Shell, ENI, Equinor, Total, Exxon, BP et leur industrie, la « décarbonisation » signifie qu'ils continueront d'extraire et de brûler du carbone fossile pour produire de l'énergie et libérer plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère – entraînant ainsi un changement rapide du climat. Les « enclosures » fondées sur la nature permettent simplement à ces destructions d'avancer masquées ([Bulletin 247](#)).

Tout comme la clôture des forêts en tant qu'installation industrielle de stockage en surface de carbone par le biais REDD, cette nouvelle opération de greenwashing de l'extraction du carbone fossile risque également de priver d'innombrables communautés paysannes et forestières de leurs moyens de subsistance. (6) Si l'acronyme REDD signifie Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, les projets et programmes REDD n'ont jamais essayé de réduire la déforestation à grande échelle menée par les entreprises – qui s'est poursuivie sans être dérangée par les initiatives REDD. Au lieu de cela, REDD a conduit entraîné des restrictions contraignantes sur les pratiques agricoles paysannes en général, et la culture itinérante en particulier.

Ce qui a commencé sous la forme du programme REDD il y a 15 ans a maintenant été étendu à des non-solutions d'entreprise fondées sur la nature qui risquent d'enclaver non seulement les forêts, mais aussi les mangroves, les prairies et les sols en tant qu'installations pour en faire des installations de stockage de carbone en surface. Pour le moment, les compagnies pétrolières qui prétendent soutenir cette dernière idée financent principalement des projets REDD existants : Shell achète des crédits carbone, notamment au projet REDD de Katingan en Indonésie et à trois projets REDD au Pérou ; ENI participe au projet REDD de Luangwa en Zambie ; Total a acheté des crédits carbone au projet REDD de protection de la forêt de Kariba au Zimbabwe pour sa première livraison de gaz fossile liquide « neutre en carbone » en 2020. BP s'est concentré sur des projets de carbone forestier gérés par la société américaine de compensation de carbone Finite Carbon, qu'elle a récemment acquise. Au cours de sa première initiative de crédits carbone forestiers, BP a investi dans le projet de conservation du carbone forestier de Noel Kempff en Bolivie, qui a été géré par The Nature Conservancy.

Il a été démontré que ces projets de compensation carbone exagèrent les économies d'émissions qu'ils vendent sous forme de crédits carbone ou provoquent des conflits et restreignent les pratiques agricoles paysannes et l'utilisation communautaire de la forêt – ou les deux. (8) En soutenant des projets REDD comme ceux-ci, les groupes conservateurs ont contribué à centrer le discours de la déforestation sur l'agriculture paysanne plutôt que sur la destruction des forêts provoquée par les grandes entreprises qui font des dons si généreux à leurs organisations. (9) En soutenant les compensations des « solutions fondées sur la nature » prônées par les entreprises, ces mêmes groupes se rangent désormais du côté de l'industrie pétrolière en cherchant à retarder l'abandon des combustibles fossiles.

En somme, ces non-solutions fondées sur la nature sont un coup médiatique par excellence pour les sociétés pétrolières qui n'ont guère l'intention de renoncer aux profits de l'extractivisme du carbone fossile à grande échelle, à la vitesse nécessaire pour réduire le risque de chaos climatique. Ne nous laissons pas bernier par le dernier subterfuge des industries du pétrole et de la conservation. Elles soutiendront inévitablement certaines

initiatives de conservation des forêts véritablement gérées par les communautés. Elles feront la même promesse inlassable qu'avec REDD : que tout « problème » peut être résolu grâce à une meilleure supervision, des normes de certification, un suivi plus strict des politiques de sauvegarde et une plus grande participation de la communauté. Ces efforts passent à côté de la racine du problème : le danger des solutions d'entreprise fondées sur la nature ne provient pas d'une mauvaise mise en œuvre (même si cela se produit aussi) ; le danger réside dans le fait que cette non-solution déclenche un accaparement massif des terres et détourne l'attention du besoin urgent de mettre fin à la destruction par les compagnies des gisements souterrains de pétrole, de gaz et de charbon.

Jutta Kill

Membre du Secrétariat du WRM

(1) Au cours des seules cinq dernières années, Exxon Mobil, Shell, BP, Total et Chevron auraient dépensé plus d'un milliard de dollars pour faire du lobby contre une législation climatique qui mettrait en péril leurs bénéfices liés à la combustion de combustibles fossiles. Le site web du groupe américain Climate Investigation Center contient un fonds important de documents montrant l'historique du financement du climatoscepticisme par les compagnies pétrolières : <https://climateinvestigations.org/category/climate-deniers/> Voir également *The Problem with Big Oil's Forest Fever*, par Phoebe Cooke. <https://www.desmog.co.uk/2020/07/06/big-oil-forest-fever> et le rapport InfluenceMap 2019 : *How the oil majors have spent \$1Bn since Paris on narrative capture and lobbying on climate*. <https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bddd>

(2) *Anatomy of a 'Nature-Based Solution': Total oil, 40,000 hectares of disappearing African savannah, Emmanuel Macron, Norwegian and French 'aid' to an election-rigging dictator, trees to burn, secret contacts, and dumbstruck conservationists*, par Simon Counsell. avril 2021. <https://redd-monitor.org/2021/04/16/anatomy-of-a-nature-based-solution-total-oil-40000-hectares-of-disappearing-african-savannah-emmanuel-macron-norwegian-and-french-aid-to-an-election-rigging-dictator-trees/>

(3) *Docs Show Equinor Pushing 'False Solutions' to Climate Change While Lobbying UK Government on COP26*, par Phoebe Cooke, DESMOG UK. octobre 2020. <https://www.desmog.co.uk/2020/10/01/docs-show-equinor-pushing-false-solutions-climate-change-while-lobbying-uk-government-cop26>. Les documents obtenus à travers des demandes d'accès à l'information déposées par l'organisation Culture Unstained sont disponibles sur <https://cultureunstained.org/bigoilpushtosponsorcop/>.

(4) Les déclarations de la société peuvent être consultées à l'adresse : ENI <https://www.eni.com/en-IT/low-carbon/forest-protection-conservation.html> ; Shell : <https://www.shell.com/energy-and-innovation/new-energies/nature-based-solutions.html> ; Total : <https://www.total.com/group/commitment/climate-change/carbon-neutrality> ; Equinor : <https://www.equinor.com/en/news/conf.html> ; BP : <https://www.bp.com/en/global/corporate/news-and-insights/press-releases/bp-acquires-majority-stake-in-largest-us-forest-carbon-offset-developer-finite-carbon.html> ; l'ONG Client Earth a compilé différentes publicités mensongères des compagnies énergétiques sur www.greenwashingfiles.com.

(5) Launched at COP25, IETA's Markets for Natural Climate Solutions is greenwash for the oil industry. REDD-Monitor, 11 décembre 2019. <https://redd-monitor.org/2019/12/11/launched-at-cop25-ietas-markets-for-natural-climate-solutions-is-greenwash-for-the-oil-industry/>

(6) Pour en savoir plus : *10 alertes sur REDD à l'intention des communautés*. <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautés/> ; *REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges*. <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/> ; *Alerte sur REDD! Comment les projets REDD+ fragilisent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique* <http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/comment-les-projets-redd-fragilisent-lagriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique/>

(7) Voir par exemple : West, T. et al. 2020. *Overstated carbon emission reductions from voluntary REDD+ projects in the Brazilian Amazon*. <https://www.pnas.org/content/117/39/24188>; Scott, D.F. et al. 2016. *The virtual economy of REDD+ projects: does private certification of REDD+ projects ensure their environmental integrity?* *International Forestry Review*, 18(2):261-263; SSNC 2013. *REDD Plus or REDD 'Light'? Biodiversity, communities and forest carbon certification*. <http://redd-monitor.org/wp-content/uploads/2013/02/REDD-plus-or-REDD-light130121.pdf>. Voir aussi ReCommon 2016 : *The Kasigau Corridor REDD Project in Kenya. A Crash Dive for Althelia Climate Fund*. <https://counter-balance.org/uploads/files/Reports/Flagship-Reports-Files/2017-The-Kasigau-Corridor-REDD-Kenya.pdf> et <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P160320?lang=en&tab=overview>.

(8) Voir redd-monitor.org pour les rapports sur ces projets REDD.

(9) Voir par exemple : *How big donors and corporations shape conservation goals*, par Jeremy Hance. *Mongabay* 3 mai 2016. <https://news.mongabay.com/2016/05/big-donors-corporations-shape-conservation-goals/> and *A Challenge to Conservationists*, by M. Chapin. <https://redd-monitor.org/wp-content/uploads/2019/03/WorldWatch-Chapin.pdf>

« Solutions Fondées sur la Nature » et le Contrôle Territorial des Entreprises: un consensus forgé



Ce n'est une nouveauté pour personne que l'appropriation de la question environnementale par les États et par le monde de l'entreprise ait abouti à l'invention de concepts en apparence bénins, se réclamant des meilleures intentions, mais ayant pour fonction précise de servir les intérêts des entreprises et de justifier leurs interventions et le contrôle des territoires dans les pays du Sud Global. Les experts du Nord Global, quant à eux, s'ils mettent en avant sur la question environnementale un savoir hégémonique qu'ils déclarent neutre et universel, une fois agencés aux intérêts privés et politiques du Nord et du Sud, ils viennent en fait diffuser une manière particulière de percevoir « la nature ». C'est ce même savoir hégémonique qui vient établir quel est le problème, ce qu'il faut faire pour le résoudre et quels sont les responsables. Ce discours sur une nature extérieure, indomptable ou incontrôlable qui exige le savoir de spécialistes pour la maîtriser, a pour effet des politiques fondées sur la logique du marché et sur la possibilité de compensation des émissions et de la destruction.

C'est dans ce contexte, également caractérisé par l'absence d'engagements autour de la nécessité d'interrompre l'expansion de l'industrie extractive, dont on sait depuis toujours qu'elle produit non seulement des émissions de Co2, mais aussi des crimes environnementaux et des violations des droits de l'homme, que surgit la notion de « Solutions Fondées Sur la Nature » (SBN). Les principaux intéressés, qui disposent du cadre législatif, financier et idéologique de l'État sont les grandes compagnies pétrolières comme Shell, Chevron BP, Petrobras, et les compagnies minières comme BHP Billiton, Rio Tinto, Glencore et Vale.

Concept fréquemment utilisé par différents acteurs avec des significations distinctes, incluant des propositions allant des mécanismes de Réduction des Émissions Dues à la Déforestation et à la Dégradation Forestière (REDD +) jusqu'à la technologie de capture et de stockage du carbone et à d'autres géo-ingénieries (1), la notion de SBN a été introduite dans le « vocabulaire environnemental » en 2016 par l'organisation conservatinniste, Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Elle a fait du chemin jusqu'à être incorporée dans le langage de diverses organisations et conventions des Nations Unies. L'accord de Paris de 2015, par exemple, qui ne fixe pas d'objectif de réduction d'émissions notamment pour les secteurs de l'énergie et des transports, prévoit la possibilité d'assurer « l

l'équilibre entre les émissions anthropiques et leur absorption par les puits de carbone (...)» dans la seconde moitié de ce siècle (2). Ce langage a donné naissance au concept de «zéro émission nette», affirmant que la capture de carbone sera en mesure de compenser les émissions des combustibles fossiles.

En 2012, la Société Financière Internationale (SFI), branche de la Banque Mondiale consacrée au secteur privé, a introduit l'utilisation de la compensation pour assurer le *no net loss* (pas de perte nette) de la biodiversité. Depuis lors, l'institution encourage la compensation de la perte de biodiversité, qui «non seulement peut, mais doit résulter en un impact net positif». Pour ce faire, l'argument présenté est que la compensation de la biodiversité - résultats mesurables de conservation, d'actions conçues pour compenser les impacts négatifs significatifs des projets sur la biodiversité - doit suivre le principe de l'«équivalent ou meilleur». Les compensations doivent maintenir les mêmes valeurs de biodiversité que celles impactées par le projet (3). Comme si cela était possible ...

Appropriation par l'Entreprise: le cas de l'exploitation minière

Outre les compagnies pétrolières, un secteur d'exploitation cherchant à légitimer et à étendre ses frontières d'accumulation et de contrôle territorial par le biais d'un discours de durabilité et qui mérite d'être mis en évidence dans cette discussion est celui de l'exploitation minière. Que cette industrie augmente ses investissements dans les prétendues SBN afin de compenser l'extraction continue des «ressources naturelles» n'échappe pas à l'observation. Vale, la deuxième plus grande société minière au monde (derrière seulement BHP Billiton) et leader dans la production de minerai de fer, s'est engagée, par exemple, à investir au moins 2 milliards de dollars pour réduire les émissions de carbone de l'entreprise en 33% d'ici 2030, dans le cadre de son engagement à devenir « neutre en carbone » jusqu'à 2050, et à rechercher l'Impact Net Neutre (*No Net Loss*) sur la biodiversité à long terme. Être «neutre en carbone» signifie calculer le total des émissions, en réduire une partie et équilibrer le reste des émissions à travers des projets de compensation (4).

Ces actions, lorsqu'elles sont utilisées pour affirmer qu'elles compensent les impacts négatifs des activités d'extraction, d'exploitation et de transport minier, apparaissent comme une pièce fondamentale de la stratégie de légitimation de Vale. «Nous protégeons et aidons à protéger une aire presque 6 fois plus importante que l'aire occupée par nos opérations» affirme le géant, selon lequel, "Vale, tout en exploitant la plus grande mine de minerai de fer au monde, protège la forêt Amazonienne depuis des décennies». La compagnie prétend que si la quasi-totalité de la superficie autour de ses opérations de la mine de Carajás au Pará aurait été déboisée au cours des 30 dernières années, seule l'aire que Vale «aide à protéger» serait restée intacte. Cette même Vale a déjà été dénoncée pour avoir déclenché des conflits dans plusieurs pays comme la Malaisie, le Mozambique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Argentine, la Colombie, le Pérou et le Canada (5). Au Brésil, en plus de projets conflictuels tels que le programme Grande Carajás dans les États du Pará et du Maranhão (la forêt amazonienne qu'elle prétend protéger), l'entreprise est responsable de la rupture du barrage de Mina do Feijão à Brumadinho, trois ans après l'effondrement du barrage Fundão qui a détruit, au Brésil, une superficie équivalente au Portugal.

Le barrage Fundão appartient à la société minière Samarco, dont Vale est l'une des propriétaires, en partenariat avec BHP Billiton. Nous sommes à cinq ans de la catastrophe et aucune des actions de réparation visant le groupe affecté - composé d'agriculteurs, de lavandières, d'artisans, de pêcheurs et de pêcheuses et de petits commerçants - n'a été

conclue, ni encore moins l'environnement n'a été restauré. La catastrophe a tué 19 personnes et a détruit la source de production et de reproduction de près de deux millions de personnes vivant le long du Bassin du Rio Doce, touchées par les 43,8 millions de mètres cubes de rebuts de minerai de fer dans les 39 municipalités atteintes à Minas Gerais et à l'Espírito Santo. Le crime est également teinté de racisme environnemental car, tout comme les projets de développement, il a frappé de manière inégale la population noire de la région: dans le district de Bento Rodrigues, notamment, qui a été la zone la plus touchée par les déchets, 84,3% de la population est noire. Les responsables sont jugés en liberté et ne sont pas accusés d'homicide. Pour aggraver encore plus la situation, la BHP a été acquittée dans son pays d'origine, l'Angleterre, d'une plainte pénale collective incluant environ 200 mille individus, en plus de mairies, de petites entreprises et de la communauté indigène Krenak. Le juge a considéré que l'action était «abusive» et qu'il n'y avait pas de juridiction pour que l'affaire soit jugée en Angleterre. (6)

Abusif, en réalité, c'est le fait que la BHP fasse également des profits sur la création du marché des SBN. Depuis 2016, la BHP crée des produits partant de l'incorporation de justifications prétendument environnementales, lorsque, en partenariat avec Conservation International (7), elle a développé des titres forestiers - émis pour la première fois par la SFI - à hauteur de 152 millions de dollars pour financer des projets REDD et a soutenu un projet REDD 2008 géré par Conservation International (CI) au Pérou. Le projet Alto Mayo, englobant des communautés de plus de 5000 personnes, a été dénoncé pour colonisation de carbone, délégitimant et violant les modes de vie traditionnels de ces communautés qui dépendent du territoire où se trouve la «forêt debout» qui «intacte» génère du carbone et des possibilités de compensation rentables. (8) Plus récemment, CI et BHP ont créé l'initiative *Finance for Forests* (F4f) pour développer ce genre d'investissements, impliquant les plus grands déprédateurs et pollueurs: les industries pétrolière et gazière, minière et aéronautique.

BHP participe également de l'initiative *Markets for Natural Climate Solutions* (NCS) dirigée par l'Association Internationale pour l'Échange des Droits d'Émissions (IETA) qui comprend Chevron, BP, Shell, entre autres. Pour ces entreprises, les SBN sont «l'un des moyens les plus économiques de gérer le Co2» et d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Cependant, ils sont également un moyen d'étendre la puissance et la portée des marchés du carbone déjà si problématiques.

SBN: pour que rien ne change réellement

Avec ces initiatives, les entreprises répandent l'idée que leurs activités sont responsables de la protection et de la création de la biodiversité, et non de sa destruction. Elles ont pour but de faire passer l'idée que le capitalisme extractif ne serait pas la cause du problème environnemental, mais plutôt sa solution. En affirmant la possibilité de compenser ces dommages historiques avec des technologies et des pratiques dangereuses, coûteuses et impactantes, non seulement elles cachent la racine des problèmes, les conflits, les crimes et les violations des droits de l'homme subis par les communautés dont les territoires sont l'objet de leur l'ingérence, mais elles augmentent également leur présence économique, politique et culturelle déjà forte et se légitiment devant la société. Cela signifie élargir et approfondir l'accaparement illégal et l'appropriation privée de terres et de territoires, la violation de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des communautés et des peuples qui vivent et survivent de leurs relations avec leurs territoires.

Les SBN présupposent la construction de l'idée de consensus: nous sommes tous responsables de la crise environnementale, et avec ce «tous», personne ne l'est vraiment. «L'éco-consensus techno-managérial soutient que nous devons changer radicalement, mais sans dépasser le cadre de la situation actuelle [...] pour que rien ne doive changer réellement» dans le système capitaliste (9). Les problèmes ne sont pas résolus, mais déplacés ailleurs. Ainsi, le discours de durabilité dans l'utilisation des ressources naturelles est repris, promouvant l'image d'un secteur privé impliqué et engagé dans la lutte contre le changement climatique et contre la pauvreté. Le recentrage exclusif de la politique environnementale sur des notions telles que « neutre en carbone » ou « zéro émission ou impact nets », basées sur la logique de compensation désormais remaniée publicitairement à partir de l'idée que "notre solution est dans la nature", représente une perception réductrice et dépolitisée de la problématique environnementale. Solution à quoi et pour qui? Et de quelle nature parle-t-on?

Faisant de la mensuration, de la comptabilisation et des adaptations technologiques des fins en soi, ces processus représentent pour le capitalisme une nouvelle occasion de s'approprier des discours critiques au système - dans ce cas précis, de la destruction environnementale – tout en gérant de nouvelles sources d'accumulation et de légitimation. Ce sont des processus conçus et mis en œuvre par un éventail de forces qui implique des groupes scientifiques, l'univers des entreprises privées, les gouvernements, les grandes organisations conservationnistes, les institutions financières multilatérales, les conventions et les agences des Nations Unies telles que la CCNUCC et la CDB. La stratégie aujourd'hui n'est plus de nier le caractère impactant de l'extraction industrielle, mais de la reconnaître, en affirmant la possibilité d'une compensation pour être aux premières loges dans la course aux «ressources environnementales».

Il est clair, nonobstant, qu'il n'est pas possible de compenser les impacts négatifs du capitalisme extractif. Même si c'était le cas, il n'y a pas suffisamment de terres sur la planète qui puissent correspondre au nombre de projets proposés. Ces terres, ces territoires, sont déjà occupés. Il n'est pas possible d'amplifier, d'un côté, la production de combustibles fossiles et la minière, d'augmenter la productivité de l'agro-industrie, et de l'autre, utiliser ces secteurs pour lutter contre le changement climatique ou assurer la protection de l'environnement. Ce que nous voyons dans la pratique, c'est la poursuite de la priorisation du modèle extractif, la pérennisation de la logique d'extraction-exportation de *commodities*, la colonialité et la néocolonialité, le racisme et le patriarcat, qui se traduisent par l'expropriation des corps-territoires et des peuples traditionnels, indigènes et paysans, en particulier dans les pays du Sud Global. Un processus qui génère de nouvelles configurations territoriales pour permettre l'intervention, l'appropriation et l'utilisation des territoires.

Par conséquent, il est nécessaire de réfléchir aux problèmes suivants: Quels sont les effets concrets de ces processus sur les territoires, les modes de vie et la façon dont nous percevons et nous mettons en relation avec l'environnement? Quels problèmes essayons-nous vraiment de résoudre lorsque nous parlons de «Solutions Fondées sur la Nature»? De l'environnement de la communauté, des populations et des peuples qui le protègent réellement et qui nous montrent qu'un autre mode de vie, non capitaliste, est possible; ou de l'environnement des affaires, de la mort et de la destruction? L'actuelle pandémie du coronavirus est un élément de plus pour nous aider à y répondre...

Fabrina Furtado

Professeur au Département de Développement, Agriculture et Société (DDAS) et au Programme de 3^{ème} Cycle de Sciences Sociales du Développement, de l'Agriculture et de la Société (CPDA) de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ)

- (1) Pour plus d'informations, veuillez consulter: <https://www.geoengineeringmonitor.org/technologies/>
- (2) CCNUCC. Accord de Paris. 2015. Disponible en: <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>. Accès en déc. 2020, p.5
- (3) IFC. Note d'orientation 6 de la Société Financière Internationale: Conservation de la biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles Vivantes. 2019. <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>
- (4) VALE. Durabilité. Neutre en carbone. 2020. Disponible en: <http://www.vale.com/brasil/PT/sustainability/Paginas/carbono-neutro.aspx>. Consulté en nov. 2020.
- (5) Coordination des personnes affectées par la Vale. Rapport sur la non-durabilité 2015. Disponible sur: <https://atingidosvale.com/relatorios/insustentabilidade-da-vale-2015/>. Accès en mars 2021.
- (6) Pour plus d'informations, voir le Mouvement des Personnes Affectées par les Barrages, <https://mab.org.br/tag/samarco/>
- (7) CI. Conservation International - BP Alliance. 2021. Disponible en: <https://www.conservation.org/corporate-engagements/bhp-billiton>. Accès en mars. 2021.
- (8) Pour plus d'informations, voir REDD-Monitor ; Carbon colonialism in the Alto Mayo REDD project in Peru. Une interview avec Lauren Gifford sur Earth Watch, <https://redd-monitor.org/2020/07/03/carbon-colonialism-in-the-alto-mayo-redd-project-in-peru-an-interview-with-lauren-gifford-on-earth-watch/>
- (9) SWYNGEDOUW, Erik. Apocalypse Forever? Post-political Populism and the Spectre of Climate Change. Theory, Culture & Society. SAGE, Los Angeles, London, New Delhi et Singapour. Vol. 27, n. 2–3, 2010. p. 213–232, p.3

Les impacts des exclusions fondées sur la nature sur les corps-territoires des femmes



Les femmes Caiçaras de Juréia, São Paulo, Brésil, font de l'artisanat avec du bois de caixeta.
Ph : Paula Dib

Les nouvelles «Solutions Fondées sur la Nature» sont empreintes de la même logique que les anciennes fausses solutions basées sur le marché et sur l'Économie Verte. A travers ce texte, nous essayerons de partager les réflexions issues de nos conversations avec les femmes impactées par des projets d'Économie Verte dans le Vale do Ribeira (Vallée du Ribeira, région sud-est du Brésil, entre les États de São Paulo et du Paraná) et à Acre (État situé au nord du pays). Pour comprendre les formes de lutte empruntées par ces femmes, il faut d'abord légitimer leurs connaissances et reconnaître leur manière d'entrer en relation avec la nature. C'est à travers cette reconnaissance que nous pourrions passer de l'analyse à la pratique et que nous construirions nos alternatives et nos voies de sortie du labyrinthe.

La situation des femmes indigènes de l'État d'Acre - où il y a des expériences consolidées de REDD + depuis 2012 (1) – est exemplaire des contradictions et des tensions provoquées sur le territoire avec l'arrivée de l'Économie Verte. Ces femmes ne sont pas informées des conditions des programmes appliqués dans les territoires – contenant des termes difficiles et, s'agissant souvent, des contrats en anglais - ni impliquées dans les négociations, car les grandes organisations porteuses de ces projets ne traitent de cette question qu'avec les hommes. Lors des rares occasions où les femmes participent, elles doivent se plier en quatre pour emmener avec elles leurs enfants aux réunions et lorsqu'elles y arrivent, leurs discours ne sont ni entendus ni pris en compte. Outre qu'elles n'ont pas de voix au chapitre dans ces processus, les femmes démontrent également posséder une logique de relation avec la nature incompatible avec les projets de conservation. Dans un échange sur ce sujet organisé par WRM en partenariat avec le CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire) et la SOF (Sempreviva Organização Feminista [Toujoursvivante Organisation Féministe]) en 2019, elles ont démontré comprendre parfaitement la logique qui se cache derrière les projets, à travers l'observation du chemin qu'ils ont emprunté pour arriver aux communautés.

L'une des participantes a expliqué que les contreparties proposées par les projets sont des actions qui n'ont aucun lien avec les modes de vie des communautés, et qui ne servent souvent qu'à les insérer dans le circuit du marché capitaliste et à profiter à la concentration de la rente, au mépris des modes de vie traditionnels. Elle a donné comme exemple un projet qui proposait de construire des barrages pour le développement de la pisciculture dans la communauté. Critiquant cette proposition, elle a fait état de l'importance de conserver dans la communauté l'idée que la vie dépend de la rivière qui coule sur ses terres, pour que, entre autres, les gens continuent de la protéger et puissent s'opposer à l'entrée de méga investissements qui viendraient privatiser l'eau dans la région.

Les agricultrices du Vale do Ribeira ont participé à cette réunion et, de retour dans leur territoire, ont expliqué à la communauté ce qu'elles ont appris, la logique de la compensation: "C'est comme s'ils finançaient quelqu'un pour que ça devienne beau ici, et qu'ils puissent tout détruire là-bas", a conclu l'une des quilombolas. "Nous devons réfléchir sur l'origine de notre argent, à la manière dont il limite notre façon de travailler et si ceci ne serait pas en train de causer un mal ailleurs".

Dans la même logique de ce qui se passe avec la nature, les femmes qui prennent soin des forêts sont, soit rendues invisibles, soit considérées comme des prestataires de services. Leur propre corps est à l'image de la nature accaparée. Comme le rapporte la penseuse Ana Isla (2), au cours des années 1990, alors que le Costa Rica se constituait comme un paradis de conservation et de l'écotourisme, l'encerclement des terres et l'expulsion des communautés se multipliait, l'exploitation sexuelle des femmes et des filles se développait. Leur engagement envers le soin de la nature est instrumentalisé sous la forme de services qui sont appuyés parce qu'ils potentialisent les services de la nature.

Plus récemment, les grandes organisations qui font la promotion de ce type de projet sont en train d'introduire cette nouvelle expression «Solutions Fondées sur la Nature» pour donner une vitrine nouvelle aux anciens projets de compensation. La Nature Conservancy (TNC) en est un exemple parmi d'autres. Cette organisation est, en dernière instance une ONG, mais elle ressemble à ces grandes entreprises transnationales dans la façon par laquelle elle exploite les communautés dans différentes parties du monde. Il est important de souligner qu'au Brésil nous faisons l'expérience à la fois de l'avancée de l'économie brune

(représentée par l'exploitation minière, l'agro-industrie et les méga-investissements privés) et de la progression de l'Économie Verte, promue par des organisations telles que la TNC. Nous estimons que, toutes deux, ne sont pas de nature différente, mais, au contraire, ce sont les deux faces d'une même médaille: plus les destructions progressent, plus il y a de possibilités pour la compensation. Plus la nature se fait rare, plus les titres verts qui la commercialisent sous la loi de l'offre et de la demande acquièrent de la valeur. Dans cette équation, les territoires des communautés et les biens communs s'insèrent dans le marché financier comme garantie pour ces titres, et deviennent de simples actifs.

Nous attirons ici une attention particulière sur les actions que la TNC a développées au Brésil en rapport avec la diffusion et le contrôle du Registre Environnemental Rural (CAR). La Nouvelle Loi Forestière de 2012 établit le CAR comme l'un de ses mécanismes. Depuis lors, les territoires ruraux du pays doivent, par la loi, être géoréférencés et enregistrés dans le Système National du Registre Environnemental Rural (SiCAR). C'est également à partir de ce jalon que le Programme de Régularisation Environnementale (PRA) et le Quota de Réserve Environnementale (CRA) ont été institués dans la législation. Ces actions convergent dans le même sens: permettre la compensation environnementale et l'insertion dans le marché des aires conservées.

Grâce à des projets qui se déroulent essentiellement dans les États du Pará (dans le biome Amazonien) et du Mato Grosso (dans le *Cerrado* [la savane brésilienne]), TNC a cherché à accélérer l'enregistrement des producteurs à tout prix, y compris en mettant à disposition des États qui souhaiteraient l'utiliser pour collecter des informations et les enregistrer auprès de SiCAR, son propre système, appelé CARGEO. Par le biais de partenariats avec les gouvernements, ils offrent des services tels que le géoréférencement par le balayage des propriétés rurales et en développant des bases municipales numériques géoréférencées. (3) Outre contribuer à l'insertion de plus en plus d'aires protégées dans le marché de la compensation, nous avons là reflet du pouvoir sur les données que détient cette organisation, pouvoir dont la compétence appartient de fait aux communautés et aux organismes publics.

Le maquillage lilas

Parallèlement, la TNC mène des actions que nous appelons de « maquillage lilas ». Nous avons vu, d'après les récits des femmes des communautés touchées par les projets de conservation, qu'en pratique ils ne leur apportent ni justice ni autonomie. Néanmoins, l'agenda de genre est présente dans plusieurs actions et discours de la TNC. Dans une tentative de montrer une supposée responsabilité sociale, les femmes sont placées au centre des projets, en tant que principales bénéficiaires, pour elles sont organisées des formations et articulés des groupes féminins dans les communautés. Cependant, les principales actions de l'organisation restent la promotion de modèles de relation avec la nature qui sont, en soi, patriarcaux et exclusifs. Un exemple paradigmatique est le cycle de formation sur l'exploitation minière que la TNC a mis au point, particulièrement pour les femmes des Îles Salomon. (4) On part du principe que le problème est le manque d'information chez les femmes, et non le modèle extractiviste. Comme si, avoir des informations sur la destruction pourrait l'empêcher. La politique de l'organisation en faveur des femmes va uniquement dans le sens de les insérer dans des solutions de marché, (5) et non pas d'éliminer la place centrale qu'occupe le marché dans leurs vies.

Les agricultrices, quilombolas et *caïçaras* avec lesquelles nous avons vécu dans la Vallée du Ribeira participent à un aménagement constant des forêts où elles vivent. Chaque fois qu'elles marchent parmi les plantes de ces forêts, même si telle n'était pas leur intention initiale, elles arrachent les feuilles mortes, rapprochent les tiges du sol pour qu'elles lâchent des racines, enterrent les graines et les semis, les combinant au sein d'une immense diversité. Elles connaissent chaque mètre carré de la nature et chacune de leurs interventions/interactions ne passe pas inaperçue à une observatrice plus attentive. Dans les surfaces qui les entourent, l'aménagement qu'elles font de la matière organique est un geste commun de nombreuses agricultrices qui sont à l'origine de sols riches et structurés.

Leur rapport à la nature, leur travail minutieux, s'oppose aux pratiques de conservation et de restauration centrées sur une seule espèce et sur les gains d'échelle, car ces dernières s'inspirent de la même pensée matricielle que celle de l'agriculture industrielle (chaîne de valeur d'une espèce, échelle et absence de personnes).

Un exemple est celui de Caixeta (*Tabebuia cassinoides*), un arbre qui pousse sur les zones humides, le long du littoral de la Forêt Atlantique. Ses graines sont ailées et développent des bourgeonnements dans les racines. Son bois est utilisé par les communautés *caïçaras* dans la production d'objets artisanaux et d'instruments de musique (tels que l'alto et le violon du fandango). Le fandango est une tradition dans ces communautés du Vale do Ribeira: c'est une danse et une musique pratiquées, à l'origine, à la fin des travaux en groupe. Mais ce bois a eu également une intense utilisation industrielle pour la production de crayons et de cure-dents. Outre cette utilisation intensive, était en cours la destruction de son écosystème par l'envasement des rivières, la modification des régimes hydriques du fait de la construction de barrages et de déversoirs et l'augmentation des copropriétés de luxe en bord de mer. L'extraction de la caixeta a été interdite en 1989, mais la pression des communautés *caïçaras* a conduit le gouvernement de l'État de São Paulo à définir, en 1992, que son exploitation dépendrait de l'autorisation du Secrétariat de l'Environnement. Au milieu des années 2000, des femmes se sont réunies dans l'Association des Jeunes de Juréia pour produire de l'artisanat à base de caixeta avec des dessins de fleurs, de plantes et d'animaux de la Forêt Atlantique, rencontrant beaucoup de succès là où cet artisanat était offert. Cependant, l'initiative a dû être suspendue du fait que le Secrétariat n'a pas autorisé ces femmes à continuer d'extraire la caixeta. Le retard et même la non-autorisation sont très probablement liés à la persécution faite à la communauté de Rio Verde qui, à travers la construction de maisons par ses jeunes, résiste à enraciner sa présence sur son propre territoire, considéré par le gouvernement de l'État comme une Estação Ecológica [Station Écologique], une zone d'utilisation très restreinte qui débouche sur l'expulsion et la persécution permanente de sa communauté. (6)

Il convient également de mentionner l'exemple de Juçara (*Euterpe edulis*). Ce palmier de taille moyenne pousse au milieu de la Forêt Atlantique dans des lieux humides et ombragés et finit par se détacher au-dessus des cimes des autres arbres. Il ne se reproduit pas par bourgeonnement, mais uniquement par des graines qui se dispersent le plus souvent sur une courte distance. Le palmier Juçara se trouve menacé par la destruction de la Forêt Atlantique. On estime également que le changement climatique et l'extinction des oiseaux « disperseurs » affectent la variabilité génétique et l'existence de l'espèce. Cependant, la grande préoccupation des agences environnementales se concentre sur son extraction illégale pour la consommation du cœur du palmier Juçara. L'extraction du cœur de palmier est un crime environnemental passible d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison et a fait l'objet de tensions dans les relations entre les organismes publics, y compris la police

environnementale, et les communautés. Même si sa gestion par les communautés traditionnelles est autorisée, la bureaucratie impliquée et les risques de «malentendu» sont grands. Peu à peu, l'extraction du cœur de palmier est devenu un métier spécialisé et s'agissant d'un acte criminel, il a fini par s'associer à la dynamique d'autres activités criminelles (trafic de drogue, prostitution des enfants) et à la corruption policière.

Récemment, la Fundação Florestal [Fondation Forestière], organe du Secrétariat de l'Infrastructure et de l'Environnement, est allée attirer des graines de Juçara en hélicoptère sur un territoire quilombola, considéré comme une réserve par l'État. Le programme (7) parle de tonnes, de milliers d'hectares, et ils espèrent déjà remplacer l'hélicoptère par des drones. Tout se passe comme si la bonne intention de repeupler la région de palmier Juçara justifierait que chaque mètre carré méticuleusement soigné par les quilombolas reçoive une pluie de quelque chose qui serait, supposément, une bénédiction offerte par des techniciens dotés de plus de connaissances et de pouvoir qu'eux. Les drones approfondissent le sens d'une technologie sans personnes, la pluie de grains, celui d'un territoire sans communauté, d'une réserve.

C'est à partir de ces exemples que le terme d'«Exclusions Fondées sur la Nature» semble mieux convenir pour représenter cette façon de traiter la nature que l'expression «Solutions Fondées sur la Nature». Sont exclues les femmes et tous leurs savoirs, les communautés traditionnelles, les manières de se mettre en relation avec la nature qui ne sont pas régies par le profit et l'exploitation, toutes les différentes manières d'habiter la terre, de la comprendre, de la symboliser. Restent l'extractivisme, l'avancée du capital sur les biens communs et la mentalité qui considère que la nature, ainsi que les femmes, est une entité qui ne sert qu'à assurer les services qui étayent l'exploitation.

Miriam Nobre et Natália Lobo
SOF, Brésil

(1) Bulletin WRM, Malgré la déforestation de l'Amazonie, les fonds REDD+ continuent d'affluer vers le Brésil, 2020.

<https://wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim-do-wrm/secao1/o-desmatamento-na-amazonia-e-o-dinheiro-do-redd-que-continua-chegando-no-brasil/>

(2) Economia feminista e ecológica: resistências e retomadas de corpos e territórios. Ana Isla, Miriam Nobre, Renata Moreno, Sheyla Saori Iyusuka, Yayo Herrero. São Paulo: SOF Sempre Viva Organização Feminista, 2020.

https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2020/06/Economia-Feminista-e-Ecologica_SOFweb-1.pdf

(3) The Nature Conservancy, CADASTRO AMBIENTAL RURAL - CAR. Nasce a Identidade do Imóvel Rural. 2015.

<https://www.tnc.org.br/content/dam/tnc/nature/en/documents/brasil/cadastro-ambiental-rural.pdf>

(4) The Nature Conservancy, Mining and Gender Inclusion.

<https://www.nature.org/en-us/about-us/where-we-work/asia-pacific/asia-and-the-pacific-women-in-conservation/mining-and-gender-inclusion/>

(5) The Nature Conservancy, Women in Conservation.

<https://www.nature.org/en-us/about-us/where-we-work/asia-pacific/asia-and-the-pacific-women-in-conservation/gender-and-conservation/>

(6) Pour plus d'informations sur le conflit qui menace la communauté *caçara* du Rio Verde, voir ici.

<https://www.sof.org.br/escola-de-formacao-em-agroecologia-e-feminismo-e-tambem-solidariedade-com-as-caicas/>

(7) CicloVivo, Uma tonelada de sementes é lançada em reserva, 2020.

<https://ciclovivo.com.br/planeta/meio-ambiente/uma-tonelada-de-sementes-e-lancada-em-reserva/>

L'attaque des « cadets de l'espace ». Colonies extraplanétaires, répression raciste et « solutions fondées sur la nature »



Pour les hommes les plus riches et les plus puissants du monde, la crise environnementale mondiale est finalement arrivée. Mais elle n'a pas la même signification pour eux que pour la plupart des gens.

Prenons les exemples de Jeff Bezos (président exécutif du géant du commerce électronique Amazon), Elon Musk (PDG du constructeur de véhicules électriques Tesla), Larry Fink (PDG du plus grand gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock), Mark Carney (ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Canada) et Bill Gates (cofondateur du géant technologique Microsoft).

Pour ces hommes, la crise écologique ne signifie pas que la planète se réchauffe si vite qu'elle menace leur propre civilisation. Cela ne signifie pas le déclin mondial des insectes qui menace maintenant la subsistance de l'humanité. Cela ne signifie pas non plus les dangereuses pandémies qui émergent de l'agriculture industrielle, de la déforestation et de la mondialisation. (1) Cela ne signifie même pas la détérioration de la vitalité des travailleurs ordinaires, qui ont vu les riches leur voler une grande partie de leurs salaires, avantages et conditions de vie au cours des 50 dernières années.

Pour ces hommes en tant que capitalistes, la crise écologique n'a du sens qu'à travers son effet sur l'investissement. La crise écologique signifie la rébellion du peuple, car les moyens de subsistance sont détruits et les travailleurs en ont assez. Et la rébellion implique une pression sur les gouvernements pour qu'ils réglementent et répriment. Faire l'un ou l'autre a un coût. Pire encore, faire l'un ou l'autre peut entraîner une réduction supplémentaire du travail vivant dont les êtres vivants peuvent être amenés à faire don aux entreprises pour assurer des profits. Moins de cadeaux aux entreprises, cela signifie moins de destinations possibles pour des investissements rentables.

Une solution digne de la science-fiction

Bezos et Musk (les deux hommes les plus riches du monde) ont une solution originale pour résoudre ce problème. Si la catastrophe environnementale et les mouvements populaires qui

en résultent sont devenus un problème pour l'accumulation de capital, alors nous devons aller vers l'espace. Nous devons exploiter les minéraux de la lune et des astéroïdes, dévaster Mars ou mettre les habitants de la Terre dans des colonies en orbite. Bezos et Musk investissent des milliards dans ces projets. Bezos appelle cela « aller dans l'espace pour sauver la terre ». (2)

Pour les gens normaux, cela peut ressembler à ce que les logiciens appellent une "*reductio ad absurdum*" (un raisonnement par l'absurde, dont la conclusion impossible démontre l'absurdité de l'un de ses postulats). Si les hypothèses capitalistes nécessitent en fin de compte de déplacer les habitants de la Terre dans l'espace pour y exploiter la nature, il doit y avoir quelque chose qui cloche dans les hypothèses.

Mais en tant que capitalistes, Bezos et Musk n'ont pas d'autre choix que d'affirmer qu'elles sont vraies. Pour Bezos, le seul choix possible est entre « dynamisme et croissance » et les horreurs de « la stase et du rationnement ». (3)

Donc pour eux, monter dans des fusées est tout à fait logique. Et ils ont raison. Leurs fantasmes interplanétaires ne sont pas un passe-temps excentrique ou amusant comme mettre des tenues de Star Trek. Ils sont le résultat profondément raisonnable de leurs engagements capitalistes.

Retour sur terre

Fink, Carney et Gates – qui occupe la troisième place dans la liste des personnes les plus riches du monde – n'ont pas le flair imaginaire de Bezos et Musk. Ils préféreraient ne pas être considérés comme des « cadets de l'espace » (argot américain pour les personnes déconnectées de la réalité).

Mais leur propre approche préférée, bien qu'apparemment plus banale, n'est fondamentalement pas différente. Pour eux, le défi est ce que Fink appelle la « réallocation du capital » ici, sur terre. Où les riches peuvent-ils investir leur argent sur une planète de plus en plus affaiblie et impossible à assurer, envahie d'actions juridiques environnementales potentiellement paralysantes, de communautés touchées ingérables, de consommateurs verts réticents et d'une réglementation du carbone gênante, pour que les profits puissent continuer à s'accumuler entre leurs mains ?

Fink, Carney et Gates estiment que les technologies vertes pourraient être une façon d'y répondre. (Musk aussi ; malgré tous ses enthousiasmes interplanétaires, son véritable titre de gloire reste les voitures électriques terrestres.) Pour tous ces hommes, la crise actuelle des anciennes technologies « brunes » est le signe de l'un de ces accès de « destruction créatrice » (4) qui poussent périodiquement le capitalisme à se réinventer. Ils savent que ceux qui choisissent les bons paris commerciaux pour une nouvelle ère de catastrophes écologiques en récolteront les fruits.

Le problème est que le pari que ces hommes privilégiés ont fait – les technologies vertes – n'est fondamentalement pas différent de celui de l'ancienne variété brune. Les technologies vertes étendent les frontières racistes de l'extraction tout aussi brutalement que les technologies brunes l'ont fait et exigent fondamentalement les mêmes vieux sacrifices non durables de la nature et des travailleurs. De plus en plus de cobalt, de nickel et de cuivre doit être exploité en RDC, en Indonésie et au Chili pour fabriquer des appareils et des

infrastructures numériques « bas-carbone ». Les parcs éoliens devraient occuper plus de 50 millions d'hectares de terres rien qu'aux États-Unis d'ici 2050 (5) et encore plus en Chine, les éoliennes modernes nécessitant chacune de nombreuses tonnes de bois de balsa, provenant principalement d'Équateur. Les voitures électriques ont besoin de lithium provenant de Bolivie et d'ailleurs, pour lequel, comme Musk l'a déclaré sans ambages, « nous renverserons qui nous voudrons ». (6) Et tout cela principalement juste pour compléter – et non supplanter – le pétrole, le charbon et le gaz. Alexander Dunlap, un expert américain des technologies vertes le dit sans détour : « Les énergies renouvelables à l'échelle industrielle sont des combustibles fossiles au carré. » (7)

Qu'est-ce que tout cela peut signifier en fin de compte, si ce n'est encore plus de régions pionnières épuisées, de déchets accumulés, de communautés rebelles, d'extinctions d'espèces, de régulateurs qui se mêlent de tout, de salaires de policiers et de tentatives désespérées de localiser encore plus de ressources inexploitées dans des zones encore plus isolées ? C'est suffisant pour faire de n'importe quel capitaliste un « cadet de l'espace ».

L'espace ici, sur terre

Heureusement, il existe encore d'autres façons d'essayer de colorer en vert les vieilles technologies brunes. L'une d'elles consiste à repousser la frontière terrestre des plantations et à puiser plus profondément dans les « services écosystémiques » des forêts, des océans ou des cavernes souterraines. L'idée n'est pas d'échapper à la dévastation terrestre qui paralyse actuellement le capitalisme industriel en s'envolant vers d'autres planètes. Il ne s'agit pas non plus d'arrêter les destructions elles-mêmes. Au contraire, il s'agit juste de saisir, de gérer, de rééquiper et d'exploiter les êtres vivants qui n'ont pas encore été détruits ici sur terre afin d'essayer de « compenser » ceux qui l'ont déjà été. La compagnie pétrolière BP, par exemple, souhaite que ses clients investissent dans des éoliennes en Chine et dans la conservation des forêts au Mexique pour compenser sa participation à la production de six milliards de tonnes de pétrole brut supplémentaire dans le projet de développement de Rosneft, subventionné par l'État russe, dans l'Arctique. (8)

Bienvenue dans le monde de la « neutralité carbone », des « compensations pour la biodiversité », du « zéro émissions nettes », des « économies circulaires » et maintenant des « solutions fondées sur la nature ». Mark Carney veut multiplier par 15 la compensation volontaire des émissions de carbone au cours des neuf prochaines années pour aider à rendre le monde plus sûr pour les investissements industriels un peu plus longtemps. (9) En utilisant des forêts, des camionnettes électriques et d'autres approches pour « compenser » sa pollution par les gaz à effet de serre, la société Amazon de Jeff Bezos s'engage à parvenir à l'objectif « zéro net » d'ici 2040. (10) Larry Fink affirme que BlackRock l'est déjà. (11) En recourant à des stratagèmes similaires, Microsoft promet même d'avoir un bilan carbone négatif d'ici une décennie. (12) Au cours des deux dernières années, ces entreprises ont été rejointes non seulement par des centaines d'autres grandes banques et entreprises, mais aussi par 127 pays du monde entier qui se préparent désormais activement à devenir « neutres en carbone » au lieu d'arrêter les combustibles fossiles qui sortent du sol.

Tout cela équivaut à une sorte de pyramide de Ponzi. Dans une pyramide de Ponzi, vous attirez des investisseurs naïfs en leur faisant croire qu'ils soutiennent une entreprise commerciale (fictive) tout en leur versant de faux « dividendes » constitués uniquement de l'argent soutiré aux nouveaux investisseurs. Dans un programme de compensation ou de « solutions fondées sur la nature », vous dites à des économistes naïfs que des activités

d'extraction non durables et génératrices de déchets sont rendues « durables » par ce qui s'avère en fait être... des activités d'extraction encore moins durables et encore plus génératrices de déchets.

Bill Gates pousse l'idée encore plus loin. Il ne se contente pas d'inciter les entreprises à s'emparer de terres et de formations géologiques souterraines, à les transformer en éponges pour absorber le carbone, puis à vendre le résultat à d'autres sous forme de permis pour polluer davantage. Il affirme également que le produit de cette expropriation peut être utilisé pour développer la production industrielle imaginaire d'« acier vert », de « ciment vert » et d'« avions verts », afin de les rendre commercialement compétitifs par rapport aux anciennes variétés « brunes ». (13)

Bien sûr, il ne faut pas s'attendre à ce qu'une pyramide de Ponzi dure éternellement. Les plantations d'arbres conçues pour éliminer de l'atmosphère le carbone des issu de la combustion des combustibles fossiles – comme les plantations de biocarburants ou les fermes solaires qui sont censées « remplacer » ces combustibles – laissent derrière elles des vagues de dévastation et d'épuisement chez les humains et les non-humains, qui sont tout aussi insoutenables que tout le reste du capitalisme industriel. De plus, les dispositifs de compensation de la biodiversité utilisés principalement par l'industrie minière ne font qu'ajouter une nouvelle couche à l'ancien extractivisme. En effet, comme Ivonne Yanez d'Acción Ecológica en Équateur l'affirme depuis longtemps, les compensations peuvent être encore pires que l'exploitation minière, en ce sens qu'elles menacent de priver les communautés de leurs moyens de subsistance vitaux encore plus longtemps que ne le font les concessions minières. Il n'est pas étonnant que tant d'opposants à l'extractivisme, comme Acción, se retrouvent également en première ligne contre les « solutions fondées sur la nature ».

Mais là encore, les pyramides de Ponzi ne sont pas *censées* durer éternellement. Au mieux, elles remplissent les poches de fraudeurs astucieux pendant quelques années jusqu'à ce qu'ils puissent prendre la fuite, être jetés en prison ou se suicider. De la même manière, les politiques « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » ne sont pas conçues pour préserver la planète et ses habitants. Leur rôle consiste simplement à permettre aux activités habituelles liées aux combustibles fossiles de se poursuivre pendant quelques années encore, relativement à l'abri des poursuites et toujours assurables, tandis que le public est invité à regarder ailleurs pendant que l'effondrement écologique s'accélère.

Retour vers le futur

Le concept de « solutions fondées sur la nature » n'est pas nouveau. Il remonte au début de l'ère néolibérale des années 1970 aux États-Unis. À l'époque, comme aujourd'hui, les entreprises se plaignaient du fait que la réglementation environnementale devenait potentiellement une « interdiction de la croissance » (comprendre : une interdiction du capitalisme). À l'époque, comme aujourd'hui, il n'y avait pas d'autres planètes où nous pourrions nous enfuir.

La solution des entreprises n'a jamais été d'empêcher les gouvernements de réglementer. Les capitalistes ont toujours eu besoin et envie de réglementations imposées par l'État, afin de garder le contrôle sur les travailleurs, de garantir les droits de propriété privée, de taxer les pauvres, d'aider les entreprises à exploiter la nature à des fins lucratives et d'habiller le tout avec de faux chiffres plausibles et consensuels. Au contraire, la stratégie consistait à

devancer toute tentation de l'État de faire preuve d'un zèle exagéré et de mettre un frein vraiment sérieux à la volonté des industriels de dépouiller la planète de bout en bout. Après tout, les subventions de la nature (y compris la nature humaine) ont toujours été la source de tous les profits capitalistes – et, indirectement, d'une grande partie des revenus de l'État également.

C'est pourquoi les organisations de soutien aux entreprises telles que l'American Legislative Exchange Council des États-Unis ne se sont jamais opposées à la réglementation étatique en tant que telle. Elles veulent juste l'écrire elles-mêmes. D'où, depuis un demi-siècle, le déluge de lois environnementales nationales et internationales qui permettent et encouragent les compensations pour la destruction des zones humides, l'appauvrissement de la biodiversité, la dégradation des eaux et des terres, l'extinction des espèces, l'oxyde nitreux, l'hexafluorure de soufre et le dioxyde de carbone, jusqu'à aboutir au Protocole de Kyoto et à l'Accord de Paris. Une grande partie de la planification technique détaillée des lois sur les compensations et les « solutions fondées sur la nature » provient d'ONG basées à Washington et favorables aux entreprises, notamment l'Environmental Defence Fund, The Nature Conservancy, le Natural Resources Defense Council, le WWF, le World Resources Institute ; des universités du monde entier ; et des Nations Unies et d'autres organismes internationaux tels que la Banque mondiale et l'UICN.

Naturellement, cette approche est controversée même parmi les capitalistes. Des despotes de droite comme Donald Trump, Jair Bolsonaro et Narendra Modi ont un point de vue quelque peu différent. Leur propre méthode instinctive pour le renouveau capitaliste consiste à renforcer la répression raciale et patriarcale tout en faisant disparaître autant de réglementations que possible. Leur rêve est que cela rendra la main d'œuvre et l'extraction de ressources aussi bon marché qu'elles l'étaient autrefois. Comme le laissent entendre les Trumpistes, ni les compensations, ni la consommation verte, ni la comptabilité verte, ni même les technologies vertes ne sont des options pour les « vrais hommes ». Au lieu de fuir dans l'espace, Trump et ses partisans dans le monde entier proposent de s'échapper dans un pays imaginaire différent, celui d'une domination ethnique et masculine perpétuelle et incontestée sur les humains et les non-humains. Pour eux, peu importe que la durée de vie écologique de leur pays imaginaire particulier soit encore plus courte que celle d'un Disney World de « solutions fondées sur la nature » ou de navettes quotidiennes vers Mars. Comme Gates et Carney, tout ce qu'ils espèrent, c'est un moyen de maintenir en vie pendant quelques années encore un capitalisme en pleine implosion.

Des institutions, pas seulement des individus

Bien sûr, ces querelles ne font pas seulement rage entre des individus puissants comme Bezos, Carney, Bolsonaro ou Modi. Elles reflètent un débat sur la stratégie écologique qui secoue toutes les institutions capitalistes du monde entier.

Bezos et Musk, par exemple, ne sont pas des « cadets de l'espace » isolés, mais des chefs de file réputés de l'industrie dans la suppression des droits du travail. (14) Le défenseur des technologies vertes Larry Fink n'est pas seulement un dirigeant de Wall Street fabuleusement riche, il est aussi le « quatrième pouvoir de l'État » aux États-Unis, sa société d'investissement BlackRock détenant des participations importantes dans plus de 90 % des 500 plus grandes sociétés cotées en bourse dans ce pays. De même, Mark Carney n'est pas seulement un banquier à la retraite de Goldman Sachs, il est aussi un idéologue nommé par les Nations Unies pour promouvoir les intérêts de l'ensemble du secteur financier. Et

Bolsonaro et Modi surfent sur une énorme vague mondiale de réactions racistes et patriarcales qui est peut-être encore loin son point culminant. Quelles que soient leurs différences, les diverses factions que représentent ces personnalités de l'élite sont fortement unies dans leur recherche collective de moyens innovants pour que le capital continue de piller une planète déjà presque totalement vidée de ses richesses. Des personnages comme Modi et Bolsonaro, par exemple, qui font de la promotion de la violence raciale et de genre une approche capitaliste unifiée, sont également très heureux d'être utilisés par les milieux d'affaires à l'origine des technologies vertes et des « solutions fondées sur la nature ».

Où se situeront les écologistes et conservationnistes indécis de la classe moyenne dans ce différend interne au capitalisme ? Vont-ils refuser le racisme trumpiste pour ensuite accueillir les « solutions fondées sur la nature » ? Vont-ils rejeter les compensations, mais ensuite adopter un Green New Deal tributaire d'un colonialisme des ressources ? Vont-ils se rallier la politique explicitement spatiale de Musk ou de Bezos ?

Ou, au contraire, rejoindront-ils plutôt les milliers de mouvements populaires qui s'attaquent déjà directement à la racine de la crise : le vieil impératif capitaliste de trouver des moyens toujours nouveaux d'obtenir quelque chose pour rien tout en laissant la planète et ses habitants en ruines ?

Larry Lohmann
The Corner House

- (1) Monthly review, COVID-19 and Circuits of Capital, mai 2020
<https://monthlyreview.org/2020/05/01/covid-19-and-circuits-of-capital>
- (2) Les entreprises spatiales de Musk constituent également déjà une menace grave pour les peuples de Papouasie occidentale, leurs forêts et leurs plages ici sur terre. Musk envisage de passer un contrat avec le gouvernement indonésien pour convertir l'île de Biak, au large de la côte ouest de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en une rampe de lancement pour 42 000 satellites. Voir [ici un appel international pour visant à bloquer ce projet.](https://www.cellphonetaskforce.org/wp-content/uploads/2021/04/Spaceport-Genocide.pdf)
<https://www.cellphonetaskforce.org/wp-content/uploads/2021/04/Spaceport-Genocide.pdf>
- (3) Going to Space to Benefit Earth, film Blue Origin, mai 2019. <https://www.youtube.com/watch?v=GQ98hGUe6FM>.
- (4) Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York : Harper & Row, 1942.
- (5) Net-Zero America, Potential Pathways, Infrastructure and Impacts, décembre 2020
https://lpdd.org/wp-content/uploads/2020/12/Princeton_NZA_Interim_Report_15_Dec_2020_FINAL.pdf
- (6) Twitter Elon Musk <https://twitter.com/panoparker/status/1318157559266762752/photo/1>
- (7) Verso, End the 'green' delusions: Industrial scale renewable energy is fossil fuel+, mai 2018.
<https://www.versobooks.com/blogs/3797-end-the-green-delusions-industrial-scale-renewable-energy-is-fossil-fuel>
- (8) Financial Times, Rosneft's massive Arctic oil push undermines BP's green turn.
<https://www.ft.com/content/1834bfad-3f98-468a-80cb-455404f04f79> ; BP, Energy with Purpose, 2019.
<https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/investors/bp-annual-report-and-form-20f-2019.pdf>
- (9) Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets, janvier 2021
https://www.iif.com/Portals/1/Files/TSVCM_Report.pdf
- (10) CNBC, Jeff Bezos unveils sweeping plan to tackle climate change, 2019.
<https://www.cnbc.com/2019/09/19/jeff-bezos-speaks-about-amazon-sustainability-in-washington-dc.html> Bezos verse également des centaines de millions de dollars à des organisations environnementales pro-capitalistes basées à Washington qui font la promotion des compensations et de l'énergie verte à grande échelle, et a embauché Andrew Steer, un pirate notoire du monde britannique de « l'aide à l'étranger », en tant que président de son nouveau Fonds pour la Terre, doté de 10 milliards USD. Voir CNBC, Jeff Bezos names first recipients of his \$10 billion Earth Fund for combating climate change, 2020.
<https://www.cnbc.com/2020/11/16/jeff-bezos-names-first-recipients-of-his-10-billion-earth-fund.html>.
- (11) BlackRock, BlackRock's 2020 Carbon Footprint.
<https://www.blackrock.com/corporate/literature/continuous-disclosure-and-important-information/blk-carbon-footprint.pdf>
- (12) Microsoft, Microsoft will be carbon negative by 2030, 2020.
<https://blogs.microsoft.com/blog/2020/01/16/microsoft-will-be-carbon-negative-by-2030/>
- (13) Forum économique mondial, les marchés du carbone : une conversation avec Bill Gates, Mark Carney, Annette Nazareth et Bill Winters, 2021. https://youtu.be/iP_3NrV8CtU

(14) The Intercept, Amazon Workers are Organizing a Global Struggle, 2020. <https://theintercept.com/2020/12/03/amazon-workers-union-international-strike> ; The Guardian, Tesla workers speak out: 'Anything pro-union is shut down really fast', 2018. <https://www.theguardian.com/technology/2018/sep/10/tesla-workers-union-elon-musk>

RECOMMANDATIONS

« Attaques contre les communautés forestières en Indonésie et récits de résistance » Une compilation d'articles du Bulletin

Le WRM a réuni des articles en bahasa indonésien et en anglais afin de dénoncer les nombreux processus de contrôle des entreprises qui menacent les forêts et les territoires des populations dans les différentes îles. Cette compilation met également en évidence les résistances fortes et opiniâtres contre les nombreuses tentatives de destruction et d'accaparement des terres et des territoires des populations forestières. Accédez à la compilation en bahasa indonésien et en anglais :

Bahasa : <https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2021/04/Ancaman-terhadap-Komunitas-Yang-Bergantung-Pada-Hutan-di-Indonesia-dan-Kisah-Kisah-Perlawanannya.pdf>

Anglais : <https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2021/04/Attacks-on-Forest-Dependent-Communities-in-Indonesia-and-Resistance-Stories-WRM-bulletin-compilation.pdf>

Les banques de développement européennes sont scandaleusement indifférentes à la violence et aux meurtres dans les plantations industrielles de palmiers à huile en RDC qu'elles financent depuis des années.

À nouveau, deux jeunes hommes ont été tués dans les plantations industrielles de palmiers à huile de Plantations et Huileries du Congo (PHC). Les banques de développement européennes financent PHC depuis des années et ont accepté de céder les plantations à un obscur fonds de capital-investissement après que l'ancien propriétaire, Feronia Inc., a fait faillite en 2020 – après avoir reçu plus de 100 millions USD de financement destiné au développement. Selon les déclarations de témoins, le personnel de sécurité de PHC était responsable des meurtres de Joel Imbangola Luneza, Blaise Mokwe et Efolafola Nisoni Manu et d'une récente vague de violence dans les plantations de Lokutu, et des récits font état de viols et d'abus sexuels sur des femmes. Pourtant, les banques européennes de développement restent scandaleusement indifférentes à la violence et aux meurtres, et leur silence cautionne l'impunité des responsables de ces atrocités.

Voir la déclaration de la mère d'Efolafola Nisoni Manu sur les circonstances de sa mort et sa lutte pour que les responsables de ce meurtre odieux rendent des comptes :

<https://www.farmlandgrab.org/post/view/30275-rdc-entretien-avec-mme-augin-nolofana-la-maman-d-un-jeune-villageois-de-mwingi-qui-aurait-ete-tue-par-les-agents-de-la-societe-phc-kkm> (en français seulement).

Plus d'information sur la lutte communautaire contre PHC : <https://wrm.org.uy/fr/toutes-les-campagnes/les-communautaires-luttent-contre-la-societe-de-palmiers-a-huile-feronia-phc-en-rdc/> et <https://www.farmlandgrab.org/cat/show/511>

Rivières toxiques : la lutte contre l'accaparement de l'eau par les plantations de palmiers à huile

L'essor de la demande d'huile de palme se paye très cher, par la destruction des forêts tropicales, l'exploitation de la main-d'œuvre et l'accaparement brutal des terres et des ressources en eau. Les communautés vivant dans et autour des plantations de palmiers à

huile en Indonésie et ailleurs sont profondément préoccupées par la situation de leurs ressources en eau douce. Mais l'impact à long terme sur les ressources d'eau douce autour des plantations de palmiers à huile semble avoir été négligé jusqu'à présent. En réalité, en plus des destructions causées par ces plantations, se pose le grave problème de l'accaparement de l'eau. Pour en savoir plus, lisez le rapport d'ECOTON, GEMAWAN, GRAIN et KRUHA ici.

<https://grain.org/fr/article/6581-rivieres-toxiques-la-lutte-contre-l-accaparement-de-l-eau-par-les-plantations-de-palmiers-a-huile>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 255 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Les “solutions fondées sur la nature” : dissimuler un immense accaparement des terres »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé «**Face aux menaces et aux intrusions dans les forêts, les communautés protègent et revendiquent leurs espaces de vie** » ? [Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien](#)

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>